

Cuba

De la Conquête espagnole à Fidel Castro

Cette terre dont Colomb était persuadé qu'elle était Cipango, c'est-à-dire le Japon, a réservé depuis bien des surprises à ses colonisateurs, à ses habitants, à ses visiteurs. Elle ne recelait ni l'or, ni les pierres précieuses, ni les épices tant espérés, mais elle a occupé une place centrale au sein du vaste empire établi dans le Nouveau Monde par les Espagnols. Cette île des Antilles a en effet connu une histoire riche de contradictions et de rebondissements, faite de soumissions et de dépendances successives, sans renoncer pour autant à l'esprit rebelle qui a toujours animé ses habitants. À peine affranchie du joug espagnol, elle se retrouva dominée par son proche et encombrant voisin américain, qui ne tarda pas à devenir son ennemi le plus implacable. En 1959, après le renversement du régime dictatorial et corrompu du président Batista, celui de Fidel Castro, plus autoritaire encore, le remplaça à l'issue d'une révolution menée pourtant au nom de la liberté. Curieux destin que celui de cette petite île qui vit à plusieurs reprises converger vers elle les regards enthousiastes, interrogateurs, inquiets ou critiques des partisans ou des adversaires du Lider maximo. En 1962, quand la crise des fusées fit craindre le déclenchement de l'apocalypse nucléaire. Plus tard, lors des sommets des pays non alignés accueillis à La Havane où Castro se posait en héraut du tiers-monde, en porte-parole des faibles et des opprimés. Ces derniers mois enfin, quand la maladie du père fondateur a posé la question de la survie du système... Longtemps enfermée dans la logique qui était celle de la guerre froide, l'île est sortie de son isolement et s'est ouverte depuis peu aux touristes et aux visiteurs occidentaux. Elle leur offre un visage souriant, chaleureux et même attachant, celui d'un peuple fier de sa musique, de ses chants, de ses traditions dans lesquels il puise un bonheur qu'il fait naturellement partager à l'étranger, vite tenté d'oublier les rigueurs du régime castriste. Du passé, Castro n'a pas fait table rase. Bien au contraire, l'île semble s'être figée dans le temps de l'Espagne coloniale. Qui se promène à Cuba est charmé par les traces des cultures successives qui ne font désormais plus qu'une : les cabanes (bohios) et les hamacs des Amérindiens dans les campagnes ; les villes coloniales des grands bâtisseurs que furent les Espagnols ; le Capitole, semblable à celui de Washington, érigé par les Américains au centre de La Havane... L'empreinte d'une riche histoire se lit et se dévoile partout : sur le visage du Cubain, blanc, métis ou noir, sur les façades des églises, des maisons, des palais de style mauresque, classique, baroque ou Art déco, dans les croyances et les rites que le syncrétisme a marqués de son sceau. Une page est cependant sur le point de se tourner et nombreux sont ceux qui espèrent que la prochaine disparition de Castro sera suivie de l'effondrement de son régime. Les vers de José Maria de Heredia, écrits dans le premier tiers du XIXe siècle, prendraient alors tout leur sens : Cuba enfin tu seras libre et pure

comme le rayon de lumière que tu respires comme les vagues bouillonnantes que tu regardes couvrir de baisers le sable de tes plages.

Sommaire :

- La plus grande île des archipels antillais
- Une population métissée
- La civilisation amérindienne originelle
- Cuba dans l'empire espagnol d'Amérique
- L'indépendance sous le contrôle du « grand frère » américain
- La crise de l'Empire espagnol et la longue marche vers l'indépendance
- Cuba au temps de la révolution et de la dictature castriste
- L'exportation de la révolution et son échec
- Cuba privé du protecteur soviétique

La plus grande île des archipels antillais

Vaste île tropicale abordée par les Européens dès la fin du XV^{ème} siècle, Cuba a constitué pendant plusieurs décennies la base arrière à partir de laquelle les Espagnols ont été en mesure de réaliser la conquête du Nouveau Monde américain. Son étendue et la longueur de ses côtes en faisaient la terre la plus importante des archipels antillais, riche d'un potentiel agricole propice au développement de l'économie de plantation. Elle ne fut pas seulement un île à sucre parmi d'autres et ses ressources ont permis la formation d'une population originale qui a contribué à l'affirmation d'une personnalité spécifique.

Baptisée Cubanacán en amérindien, Cuba est **la plus vaste des îles de la mer des Antilles** ou mer des Caraïbes. Sa situation à l'entrée du golfe du Mexique, à proximité du tropique du Cancer, lui confère une position majeure sur les routes commerciales et militaires entre le Vieux Continent et le Nouveau Monde. Entouré au nord par le détroit de Floride, à l'ouest par le détroit du Yucatán, à l'est par l'océan Atlantique et au sud par la mer des Antilles, l'archipel cubain couvre près de 110 000 km² de terres émergées et se compose d'une multitude d'îles et d'îlots protégés par des barrières coralliennes : l'île des Pins et 1 600 *cayos* entourent ainsi l'île principale qui s'étend sur 1 200 km, du golfe du Mexique au passage du Vent. Sa largeur maximale est de 145 km dans sa partie orientale et seulement de 32 km de la baie de Mariel à Majana, à l'ouest de La Havane.

La navigation dans l'archipel des Colorados ou de Guaniguanico, au large de la côte nord-ouest de Cuba, est difficile du fait de la présence de récifs coralliens. L'archipel le plus étendu est celui de Sabana-Camagüey qui comprend plus de 400 îlots ainsi qu'une île principale, Cayo Romano, autrefois repaire de corsaires et de pirates français et anglais. Colomb nomma l'archipel méridional Jardines de la Reina en l'honneur de sa souveraine Isabelle la Catholique.

Enfin, l'archipel des Canarreos comprend l'île des Pins, rebaptisée île de la Jeunesse lors de la révolution. À l'arrivée de Colomb, elle portait le nom ciboney de Camaraco et taïno de Sigüanea. Les poissons de toutes sortes y abondent. D'une superficie de plus de 3 000 km², l'île des Pins comporte deux parties séparées par une zone marécageuse : le nord, boisé, est peuplé, tandis que le sud, couvert de roches calcaires, est presque désert.

Le paysage de l'île principale se présente comme une **succession de plaines fertiles entrecoupées de chaînes de montagnes**. Le centre est occupé par une vaste plaine qui s'étend du cap San Antonio à Santa Clara, se poursuit vers Camagüey et prend fin aux alentours d'Holguin.

Elle présente des ondulations et des buttes, les *mogotes*, notamment à l'extrémité occidentale de l'île, dans la cordillère de Guaniguanico à laquelle appartiennent la sierra de los Organos et la sierra del Rosario. Formée d'une série de buttes calcaires aux parois verticales et aux sommets arrondis, la sierra de los Organos présente un modelé karstique caractérisé par la présence de nombreuses dolines et d'un important réseau hydrographique souterrain. La sierra del Rosario, qui la prolonge à l'est, est très peu peuplée du fait de ses pentes abruptes. Ces montagnes tropicales abritent une faune abondante et une flore au sein de laquelle se détache le palmier, l'arbre roi de Cuba. Le léger pendage de la plaine occidentale vers le sud facilite le drainage naturel de l'eau : les terres rouges y sont fertiles et propices à la canne à sucre, qui occupe près de la moitié des terres cultivées des provinces de Matanzas et de Villa Clara. La production des agrumes est également très répandue dans cette région ainsi que dans celles de Sancti Spiritus et de Ciego de Avila. On trouve la culture du tabac dans la partie occidentale de la plaine, aux alentours des villes de Pinar del Río, Artemisa et Guanajay.

La péninsule de Zapata, formée de vastes marécages peuplés de caïmans, s'étend au sud, traversée par la rivière Hatiguanico. L'élevage extensif domine dans la partie orientale de la plaine centrale qui comprend la province de Camagüey (troisième ville du pays avec ses 300 000 habitants) et celle de Holguin, citée de 250 000 âmes qui doit sa croissance au développement des services et de l'industrie. La densité de population y est parmi les plus faibles du pays avec seulement 10 hab./km² (contre 102 à l'échelle nationale). La vaste plaine qui entoure Camagüey, bordée au nord par une côte corallienne et au sud par des marécages, est recouverte d'une couche d'argile favorable à la culture de la canne, mais on y trouve également de vastes savanes brûlées par le soleil et désertes. La province de La Havane est vouée à la production sucrière et légumière. Au sud de la région de Las Villas s'élève la sierra de l'Escambray, située entre les villes de Sancti Spiritus et de Trinidad dont le centre colonial est fort bien conservé. Les pentes de cette chaîne de moyenne montagne accueillent les plantations de caféiers, alors que les fonds de vallée argileux sont consacrés à la culture de la canne et du tabac. On trouve au nord la plaine de Santa Clara. Forte de 200 000 habitants, cette ville est la plus importante de la région. Autour d'Oriente, des paysages très variés s'étendent du plateau de Camagüey au passage du Vent qui sépare Cuba de Haïti. La mer des Caraïbes baigne les côtes méridionales dominées par la sierra Maestra, le plus important massif montagneux où culmine le pic Turquino. La chaîne rend les communications difficiles mais son sous-sol est riche en fer, en manganèse et en cuivre. Le sud abrite les bassins de Santiago et de Guantánamo dont la baie est occupée par la base navale nord-américaine. La région est sujette aux séismes et celui de 1932 a été particulièrement destructeur. Deuxième métropole de l'île, Santiago est installée au fond d'une baie profonde gardée par le fort de Morro qui servit de base pour partir à la conquête du continent américain. La ville qui fut la première capitale de Cuba compte aujourd'hui 400 000 habitants. Au nord de la sierra Maestra se trouve la vallée Centrale, parsemée de nombreux villages. Elle est bordée par la sierra de Nipe, haut plateau riche en bois et en minéraux, et l'une des plus importantes réserves de fer de la planète. La vallée Centrale est traversée par le plus long cours d'eau de l'île, le Cauto, dont la plaine est occupée par la ville de Bayamo.

À la pointe orientale de l'île, les alentours de Baracoa sont couverts d'une forêt exubérante. Ce sont ces lieux que découvrirent à leur arrivée les premiers explorateurs et conquistadores venus de l'île voisine d'Hispaniola, et Colomb affirma à propos de cette région qu'il s'agissait de « *la plus belle terre que regard humain ait jamais contemplée* ».

Sa latitude et l'action des courants marins et des alizés assurent à Cuba un climat tropical humide. Les températures y sont assez uniformes car l'étroitesse de l'île empêche l'établissement d'un climat continental. Les étés sont très chauds (27 °C en moyenne) et les hivers doux (22 °C en moyenne), avec des pluies abondantes tout au long de l'année.

Une population métissée

Formée pour l'essentiel à partir des apports qu'ont constitué les colons d'origine européenne et les esclaves africains, la population cubaine, dont les traits culturels dominants sont issus de l'hispanité, est aujourd'hui largement métissée et connaît la situation propre aux populations des pays industriels avancés ayant déjà terminé leur transition démographique. La chute de la fécondité et l'accroissement de l'espérance de vie engendrent aujourd'hui un vieillissement inquiétant pour l'équilibre économique futur de la société cubaine.

En 2015, la population cubaine était estimée à 11 100 000 habitants. 37 % des Cubains sont d'origine espagnole, 51 % sont des métis (des « mulâtres »), 11 % sont des Noirs. Les Asiatiques ne représentent que 1 % de la population et la part des descendants des Amérindiens, occupants originels de l'île, est encore plus faible. L'ensemble de la population pratique l'espagnol. Sur le modèle des pays développés, la population cubaine a achevé sa transition démographique. L'indice de fécondité (1,5 enfant par femme) est très faible, l'espérance de vie est de 77 ans ; l'accroissement naturel de 0,44 % tient à la structure actuelle de la pyramide des âges qui fait que le nombre des naissances est pour le moment supérieur à celui des décès, mais le vieillissement à moyen terme de la population va poser un problème d'équilibre des générations. La répartition du peuplement est très inégale et les deux principales villes, La Havane et Santiago, regroupent à elles seules 20 % de la population insulaire, elle-même urbaine à 75,83 %.

Comme ses voisins des Antilles, Cuba présente **une population très diverse, qui témoigne d'apports migratoires successifs.** Les Amérindiens ont presque totalement disparu et ce sont les colons européens d'une part et les esclaves africains de l'autre qui ont contribué pour l'essentiel à la formation de la société cubaine telle qu'elle se présente aujourd'hui. Si les unions entre Espagnols et Amérindiens ont été relativement rares, celles entre Espagnols et Africains ont été plus nombreuses, ce qui explique que la population soit aujourd'hui composée d'une majorité de mulâtres.

La population blanche de l'île a diverses origines. La plupart des Européens sont arrivés d'Espagne et des Canaries, mais d'autres sont venus de l'ensemble de l'empire des Habsbourg, voire de Scandinavie. Les Blancs se sont installés en majorité comme colons et fermiers, mais certains ont fait fortune en ville dans l'administration, le commerce, l'artisanat ou la manufacture. **Ce furent les Espagnols qui jouèrent le rôle principal dans la formation d'une société et d'une culture créoles constituées dès le XVI^e siècle.** Cette société s'est par la suite diversifiée, avec l'apparition d'une aristocratie foncière qui s'est distinguée des petits planteurs. Ces Cubains de souche européenne n'ont jamais cessé de faire appel à l'immigration blanche car ils craignaient que la population noire ne devînt majoritaire à la faveur de l'expansion que connut l'économie de plantation. De l'arrivée des Espagnols à l'abolition de l'esclavage survenue à la fin du XIX^e siècle, **près d'un million de captifs africains ont en effet débarqué sur le sol cubain** – dont plus des trois quarts au XIX^e siècle – pour fournir la main-d'œuvre nécessaire aux plantations de canne à sucre et de tabac ou aux mines de cuivre et d'or. La fin de la traite a fait que cette population de couleur a commencé à diminuer à partir des années 1870. Issus de diverses ethnies présentes sur les côtes occidentales de l'Afrique de l'embouchure du Sénégal à l'actuel Angola, ces Noirs ne formaient pas une population homogène. Les Africains ont donc apporté à l'île des langues, des croyances et des coutumes diverses. C'est ainsi que des traditions d'origine yoruba (du nom d'une population établie au sud-ouest de l'actuel Nigeria), se sont maintenues jusqu'à nos jours, ce dont témoigne le culte de la Santeria très répandu dans les classes populaires noires des villes et dans les campagnes, où se mêlent croyances africaines et apports chrétiens. Arrivés comme coolies au milieu du XIX^e siècle pour remplacer les esclaves noirs dans les plantations, les Chinois ne représentent qu'une toute petite minorité dans la population insulaire.

Le métissage de la société cubaine, chanté dans les années 1930 par le poète Nicolas Guillén, apparaît d'emblée au visiteur. Le « peuple cubain » est une création récente et la société n'a commencé à s'unifier qu'à partir de la révolution castriste, qui prônait naturellement – en s'inscrivant dans la voie tracée par José Martí – l'égalité entre les races. Un projet ambitieux – dans la mesure où les distinctions entre les races et les classes sociales avaient de fait structuré très

fortement jusque-là la société cubaine. Malgré les discours officiels et les efforts réellement entrepris dans ce sens, le régime né en 1959 est loin d'avoir réussi à donner à chacun une place égale dans la société. Les tensions sociales auraient même plutôt tendance à s'exacerber depuis quelques années et les Noirs restent les grands exclus. Si la société a réalisé un début d'unité, c'est autour du mythe mobilisateur que réussissent à incarner le régime castriste et son chef, mais l'usure du pouvoir, les échecs subis et l'isolement ont sérieusement remis en cause les objectifs visés par les dirigeants du laboratoire politique et social qu'a été Cuba depuis bientôt un demi-siècle.

La civilisation amérindienne originelle

Les populations amérindiennes originelles de Cuba ont disparu et n'ont guère laissé de traces mais l'archéologie n'en a pas moins permis de reconstituer ce que furent les occupations successives de l'île, où le peuple le plus important au moment de l'arrivée des Espagnols était celui des Taïnos qu'il convient de rattacher à la culture arawak propre aux Grandes Antilles.

La première occupation de Cuba par les populations amérindiennes remonte au II^e millénaire avant notre ère. Les informations dont nous disposons sur la civilisation amérindienne proviennent de récentes recherches réalisées sur des sites méso-indiens cubains tels que celui de Guayabo blanco, antérieur au I^{er} millénaire avant J.-C. Les premiers habitants de l'île, les Guanahatabeyes, venus des forêts des actuels Venezuela et Colombie, étaient principalement implantés dans sa partie occidentale. D'après Diego Velasquez, « *ils vivaient comme des sauvages, sans maisons ni villes, ne mangeant que la nourriture qu'ils trouvaient dans les forêts* ». On suppose que les Guanahatabeyes se sont réfugiés à l'ouest à l'arrivée des Taïnos et des Ciboneys, originaires du delta de l'Orénoque.

Les deux peuples amérindiens présents à Cuba à l'arrivée de Christophe Colomb en 1492 sont les **Arawak** et les **Caraïbes**. On ne connaît pas la répartition exacte des civilisations indiennes à Cuba à cette date. Les Grandes Antilles, auxquelles appartient Cuba, étaient le centre de la civilisation arawak, alors que les Indiens Caraïbes étaient principalement installés dans les Petites Antilles. L'extrémité occidentale de l'île abritait les **Ciboneys**, qui vivaient de la pêche et de la cueillette. Le reste de l'île était peuplé par le groupe arawak majoritaire des **Taïnos**, de pacifiques agriculteurs – le mot *taïno* signifie d'ailleurs « peuple bon et paisible ». Les Taïnos, que Colomb a décrits comme « les gens les mieux proportionnés qu'il y ait jamais eu », vivaient nus et se peignaient le visage et le corps de diverses couleurs. Hommes et femmes appréciaient bijoux et amulettes dont beaucoup revêtaient une signification religieuse. Ils portaient aussi des masques, peut-être réservés aux chefs, les caciques. Organisés selon un modèle politique élémentaire, les Taïnos étaient dirigés par une noblesse héréditaire à la tête de laquelle se trouvait un cacique entouré d'une véritable cour. Au sein de cette société très hiérarchisée, la noblesse était divisée en trois groupes. Venaient ensuite les prêtres, puis le peuple, et enfin la classe inférieure qui cultivait la terre. Les Taïnos vivaient dans des villages où ils occupaient des huttes que l'on trouve encore aujourd'hui dans les campagnes cubaines. La maison du cacique, toujours située sur la place centrale, servait probablement de temple pour le culte des différentes divinités ou *zémis*. Le dominicain Bartolomé de Las Casas nous apprend qu'« *ils avaient de la nourriture en abondance* » et que leur agriculture était très développée, ce qui ne fut pas sans étonner les Espagnols. Les Taïnos utilisaient la fumure animale et certainement l'irrigation. Ils cultivaient les racines de yucca, le coton, le tabac et le maïs. Ils étaient de surcroît d'habiles pêcheurs et chasseurs, capturant même lamantins, tortues et iguanes. Ils pratiquaient le commerce entre tribus, entre îles et même avec le Mexique auquel ils fournissaient des plumes de perroquet très appréciées sur le continent. Habiles artisans, ils excellaient dans le travail du bois.

La langue, la religion et la culture des Taïnos restent mystérieuses. Cependant, leur joie de vivre, leur goût du chant et de la danse ont été remarqués par tous les colons et sont confirmés par

l'archéologie. On a longtemps dit que ces peuples indigènes avaient disparu dès la fin du XVI^e siècle, mais des groupes isolés ont survécu au moins jusqu'au XIX^e siècle, surtout dans les montagnes.

Cuba dans l'empire espagnol d'Amérique

Conquête dès le début du XVI^e siècle, Cuba va devenir rapidement la base arrière à partir de laquelle les Espagnols vont réaliser la conquête de l'Amérique centrale et du Mexique. Elle va aussi apparaître, au cours des trois siècles qui vont suivre comme l'un des foyers les plus féconds de la Hispanidad, avec ses villes inspirées du modèle ibérique et ses nombreux sanctuaires, témoins de la mainmise catholique sur le Nouveau Monde ibérique.

27 octobre 1492 : Cuba, la « perle des Antilles », est découverte par Christophe Colomb. L'explorateur décrit ses villages aux rues droites et ordonnées qu'il compare à des camps. Très rapidement, l'île va occuper une position stratégique majeure sur la route maritime reliant l'Espagne à l'Amérique latine. Elle devient également une base de départ pour l'exploration des pays riverains du golfe du Mexique. Dans les premières décennies de la conquête, les colons fondent des petites villes qu'ils ne quittent guère, en raison de la crainte que leur inspirent les Indiens. Les montagnes leur restent étrangères pendant de longs siècles : une grande partie de l'île est ainsi demeurée jusqu'au XX^e siècle à l'écart de toute autorité étatique.

1494 : Second voyage de Colomb à Cuba dont il explore la côte méridionale. Il pense alors que l'île est la Terre ferme, c'est-à-dire le continent.

1494 : La première colonie est installée à l'est de Cuba, dans le port de Santo Domingo, sur l'île d'Hispaniola dont le premier gouverneur est **Nicolas de Ovando**.

20 juin 1500 : L'humanisme chrétien anime la monarchie espagnole. La reine Isabelle la Catholique se prononce contre la politique esclavagiste de Colomb et accorde aux Indiens le statut de vassaux plutôt que celui d'esclaves. Une instruction datée de décembre 1503 réitère l'ordre royal de traiter les indigènes en égaux des Espagnols, avec lesquels ils ne forment qu'un seul peuple. L'Indien ne doit être soumis qu'à la *mita*, c'est-à-dire au travail obligatoire mais rémunéré. **Les Rois catholiques considèrent l'évangélisation des Indiens comme leur premier devoir.**

1503 : Massacre d'Indiens à Xaragua (dans l'île d'Hispaniola) mené par Ovando.

14 juillet 1503 : Création à Séville de la *Casa de contratación*. Les Rois catholiques confient à cette chambre de commerce le contrôle du mouvement des marchandises et des personnes entre Séville et les Antilles. Elle est surtout chargée de percevoir le quint royal sur les métaux précieux.

1508 : Sebastian de Ocampo prouve que Cuba est une île en la contournant entièrement avec ses deux caravelles.

1509 : L'Inquisition est instaurée par cédula royale dans le Nouveau Monde. L'Église joue immédiatement un rôle important dans l'administration et s'implante de ce fait très rapidement dans l'île.

1511 : Le gouverneur d'Hispaniola, **Diego Colón**, décide la conquête de Cuba, entreprise dont il charge **Diego de Velasquez**, présent depuis 1494 dans les Caraïbes où il est arrivé avec Colomb. Velasquez prétend adopter à l'égard des Indiens des méthodes moins brutales que celles de Ovando. Les conquistadores, partis de l'île d'Hispaniola, débarquent à Baracoa, ville peuplée de Taïnos. L'adversaire de Velasquez, le cacique indien **Hatuey**, est capturé par les Espagnols puis brûlé vif. Le dominicain Las Casas rend compte de cet événement qu'il déplore. Si la résistance

indienne ne cesse pas avec la mort de Hatuey, les indigènes sont néanmoins forcés de fuir dans les montagnes. On les désigne alors sous le nom de Cimarrones.

Né non loin de Valladolid en 1465, Velasquez est l'un des plus grands conquistadores des Indes occidentales. Il est décrit comme « *un homme de grande valeur, d'une beauté singulière, d'agréables manières et d'une grande force de caractère* ». Respecté de tous pour son efficacité, il est l'un des hommes les plus riches de l'Amérique de ce temps et possède, sur la place principale de Santiago de Cuba, une superbe demeure de style mauresque qui rappelle celles de Séville. Il occupe également la fonction de « répartiteur d'Indiens » qui consiste à distribuer ces derniers entre les propriétaires. En dépit du caractère injuste de ce système, il tente d'assurer aux indigènes le meilleur traitement possible.

En tant que gouverneur de Cuba, Velasquez est à l'origine de la fondation de sept cités qui reçoivent le titre de *villas* correspondant à un certain nombre d'attributs, dont un conseil des familles participant à l'administration de la ville et des terres d'alentour. Le gouverneur fonde ainsi Notre-Dame de l'Ascension dans la province indienne de Baracoa en 1511, puis dès 1514 la Sanctissime Trinidad dans la baie de Cienfuegos, Sancti Spiritus et San Cristobal de La Habana (alors sur la côte sud). Suivent en 1515 Santa Maria de Puerto Principe et Santiago, dont **Hernan Cortés** devient le premier maire.

Les gouverneurs qui lui succédèrent n'ont guère laissé de témoignages utilisables par les historiens. Cuba n'a eu pour gouverneur qu'un capitaine général rattaché au vice-royaume de la Nouvelle-Espagne, le Mexique, et relevant pendant longtemps de Saint-Domingue pour sa juridiction, les officiers royaux dépendant de la *Casa de contratación* de Séville.

1513 : Les terres de l'île deviennent espagnoles. Par un décret royal, Ferdinand d'Aragon fixe les droits et devoirs des colons qui doivent s'organiser en *encomienda*. Il s'agit de répartir les Indiens entre les domaines auxquels ils seront rattachés et où ils serviront. En échange, les *encomenderos* devront entretenir et armer un cheval, au service de l'État. Toutefois, les projets de Velasquez s'avèrent difficiles à réaliser car les Indiens meurent, refusent de travailler ou s'enfuient.

1514 : Fondation de Santa Maria de Puerto Principe sur le site de l'actuel port de Nuevitas. La ville est rapidement transférée à l'intérieur des terres en raison de la fréquence des incursions des pirates. Elle porte aujourd'hui le nom de Camagüey.

1517 : Une première expédition menée par **Francisco Hernandez de Cordoba** part de La Havane pour le Yucatán. Beaucoup d'Européens quittent Cuba où ils avaient escompté faire rapidement fortune en trouvant de l'or. Ainsi, Hernan Cortés, arrivé en 1511 avec Velasquez, lance une expédition vers le Mexique depuis l'île en 1519. Ces expéditions à partir de Cuba, véritable marchepied vers l'Amérique centrale et méridionale, constituent un tournant dans l'histoire de l'île et de l'empire espagnol en Amérique.

1518 : La première cathédrale de Cuba est construite à Baracoa.

1522 : Le siège cathédral est transféré à Santiago en raison des difficultés de communication dans la région de Baracoa. Les évêques résident pour leur part à La Havane.

1523 : Début de la culture de la canne à sucre à laquelle la température élevée et la grande humidité des sols de Cuba sont propices. L'économie de l'île a longtemps dépendu de cette monoculture vers laquelle se sont tournés les colons, constatant l'impossibilité de s'enrichir par la seule exploitation des ressources minières, rapidement taries. Dès l'origine, le sucre constitue une véritable monnaie.

Cuba fonde sa richesse à la fois sur le commerce illicite avec les pays voisins (îles des Caraïbes, Mexique, Amérique du Sud) et sur le commerce avec la métropole espagnole et ses autres colonies.

1524 : Mort de Velasquez.

1525 : Le pouvoir royal espagnol délaisse les îles des Antilles pour la Terre ferme. Il se décharge sur les colons qui restent à Cuba des frais d'administration et, ce faisant, leur cède le pouvoir réel. C'est l'origine de la puissance des « seigneurs de la terre » de Cuba.

1527 et 1529 : Des colons sont tués par des Indiens.

1527 : Des mesures sont prises contre la dépopulation de l'île due à l'extinction progressive des Indiens, qu'ils soient originaires de Cuba ou bien importés des îles voisines : **un millier d'esclaves noirs doivent arriver à Cuba pour les remplacer dans les plantations. La traite vers Cuba débute alors mais ne prend vraiment son ampleur qu'à partir de 1595.**

1529 : Sous la pression de **Las Casas**, le roi d'Espagne crée le statut de protecteur des Indiens.

1537 : Les côtes cubaines subissent les assauts des corsaires français. Santiago est attaquée en 1538, 1540, 1554 et 1558. En 1555, la campagne française atteint son apogée lors du sac de La Havane par le corsaire **Jacques de Sores**. Pour la première fois dans l'histoire de Cuba, Blancs, Noirs et Indiens s'allient pour défendre leur île.

1538 : Les gouverneurs de Cuba, les *adelantados* qui sont d'anciens conquistadores, quittent leur résidence de Santiago pour s'établir à La Havane. Les autres villes sont tenues par un lieutenant.

1538 : Rébellion noire à Cuba.

1541 : La Couronne interdit le système de l'*encomienda*.

1544 : D'après les chiffres d'un contemporain, la population de l'île avoisine les 7 000 habitants dont 5 000 Indiens, 800 esclaves noirs et 660 colons espagnols. On estime que les Indiens étaient une centaine de milliers un siècle plus tôt.

Milieu du XVI^e siècle : Les navires chargés d'argent provenant du Pérou et du Mexique font escale à Cuba. L'île devient dès lors une étape incontournable sur la route des Indes occidentales et du Nouveau Monde.

1561 : **Philippe II** ordonne l'érection à La Havane de forteresses et d'un ensemble défensif dont le Castillo de la Real Fuerza est l'emblème. Cependant, l'île demeure la proie des pirates français, portugais puis anglais car le reste des côtes n'est pas fortifié.

1570 : Seules 270 familles espagnoles sont présentes à Cuba car l'or y est déjà épuisé.

1574 : Le gouvernement espagnol reconnaît les mariages mixtes.

1576 : Les premières plantations de sucre de grande taille apparaissent. De nombreux esclaves noirs y travaillent. On estime leur nombre à 20 000 en 1606. **À la fin du XVI^e siècle, l'industrie du sucre prend son véritable essor** grâce à cette main-d'œuvre.

1586 : Voyage du roi Philippe II à Cuba.

1595 : Quinze colons de La Havane parviennent à construire chacun leur moulin à sucre, l'*ingenio* mû par la force hydraulique.

Le XVII^e siècle voit l'établissement de la société coloniale et la naissance d'une classe de grands propriétaires qui s'enrichit considérablement en peu de temps. Les colons parviennent alors à établir les fondements d'une économie prospère et non plus de simple subsistance, comme

c'était le cas au siècle précédent. L'importance des ports de La Havane et de Santiago se renforce du fait de leur situation sur la route vers les Amériques.

Début du XVII^e siècle : On commence à exporter du sucre vers l'Espagne. Cuba est la première île de l'empire espagnol d'Amérique à utiliser des esclaves et, avec Porto Rico et Hispaniola, à cultiver la canne à sucre. Le tabac, cultivé entre La Havane et Trinidad, ainsi qu'à l'ouest de l'île, vers Pinar del Río, devient à son tour une production importante. Ces deux cultures sont les moteurs de l'économie de l'île.

1606 : Cuba est divisée en deux gouvernements : La Havane et Santiago.

1609 : Fondation de la ville de Santa Clara dans la plaine centrale de Cuba.

1614 : La Couronne autorise la libre production de tabac, alors considéré comme « *chose d'Indien ou de Nègre : une surprenante trouvaille et dangereuse tentation du Diable* ».

1628 : Alors que l'Espagne est en guerre contre les Hollandais, ces derniers tentent de s'emparer de La Havane. **Piet Heyn** et ses hommes attaquent la flotte d'argent qui arrive du Mexique. Elle est constituée de métaux précieux du Nouveau Monde acheminés par mer vers l'Espagne. À l'aide d'une flotte de 32 navires, de 700 canons et de 3 500 soldats, Piet Heyn parvient à s'emparer de 8 navires et de leur extraordinaire butin : « *de l'argent, de l'or, des perles, de l'indigo, du sucre, de l'acajou et de riches fourrures* ».

Milieu du XVII^e siècle : Cuba compte 30 000 habitants. Les nouveaux colons sont peu nombreux. Le changement se produit en 1655 avec l'arrivée de 10 000 colons espagnols venus de Jamaïque, forcés à l'exil par les Britanniques, après l'envoi par **Oliver Cromwell** d'une flotte chargée d'attaquer les possessions espagnoles des Antilles. Des Noirs arrivent de Saint-Domingue à partir de 1791 et de Louisiane après 1808.

1670 : L'Espagne signe un traité avec l'Angleterre : les Anglais présents en Jamaïque cessent alors leurs attaques contre Cuba. Un traité similaire est signé avec la France en 1697. La fin du XVII^e siècle apporte l'espoir de voir la sécurité et la paix s'installer à Cuba pour une durée prolongée.

1717 : Une cédula royale établit le monopole de la Couronne sur la commercialisation à prix fixé du tabac, si bien que les paysans cultivateurs de tabac, les *vegueros*, se rebellent et obligent les hauts fonctionnaires à fuir en Espagne.

Juillet 1741 : Les Anglais, qui représentent depuis longtemps une menace pour Cuba, s'emparent de Guantánamo, renommée baie de Cumberland : ils ne se sont pas attaqués à La Havane ni à Santiago, trop bien défendus. Cette victoire de l'**amiral Vernon** marque le début d'une ère nouvelle où l'hégémonie sur Cuba est disputée entre l'Espagne et l'Angleterre, puis entre l'Angleterre et les États-Unis.

Milieu du XVIII^e siècle : Le banditisme se développe dans les campagnes. Au XIX^e siècle, il fournira bon nombre de soldats à l'armée rebelle indépendantiste.

1762 : **Les Britanniques occupent La Havane et une partie du nord de l'île pendant la guerre de Sept Ans.** La défaite est particulièrement humiliante pour Cuba qui tombe aux mains du **comte d'Albemarle** et de ses 14 000 soldats. Cuba s'ouvre alors au commerce international, notamment grâce au port de La Havane.

1763 : La souveraineté espagnole est rétablie à la suite d'accords entre la France, l'Espagne et la Grande-Bretagne. Le gouverneur de La Havane, **le comte de Riela**, entreprend la restauration et l'aménagement du port, tirant parti des conseils éclairés des Anglais. Le commerce devient libre

entre Cuba et la plupart des ports espagnols dans les années qui suivent.

L'île bénéficie également des réformes souhaitées et entreprises par le roi **Charles III** qui règne de 1759 à 1788 : des progrès sont accomplis dans l'agriculture, de nouvelles routes sont construites et plus de 70 Sociétés des Amis du pays sont créées par des notables favorables à la recherche économique et sociale.

1779 à 1783 : Lors de la guerre d'Indépendance des États-Unis, débutée en 1776, Cuba noue des liens commerciaux avec les différents États américains. **De nombreuses familles de planteurs cubains s'enrichissent alors et profitent en outre de la révolte des Noirs de Saint-Domingue, de 1791 à 1795, qui permet à Cuba de devenir la grande île sucrière. Elle se substitue à Saint-Domingue comme première exportatrice de sucre vers l'Europe et le reste du monde.** Les *ingenios*, c'est-à-dire les plantations, se multiplient sur les côtes et à l'intérieur du pays. Deux régions sont particulièrement vouées à la culture du sucre : la vallée de Güines et la plaine de Colón.

Dès la fin du XVIII^e siècle, le sucre est devenu l'élément essentiel de l'économie cubaine. La monoculture sucrière explique la dépendance économique de l'île vis-à-vis de l'extérieur. Dès 1798, Arango y Parreño note que « *Cuba n'a d'autre alternative que celle-ci : ou périr ou vendre son sucre à l'étranger, sans aucune interruption* ». En 1800, la production de sucre atteint 26 000 tonnes, contre 1 450 en 1762.

D'un point de vue politique, l'île se divise en deux gouvernements, celui de La Havane et celui de Cuba, qui comprend les districts de Santiago, Bayamo, Holguín et Baracoa, situés dans la partie orientale de l'île. Celle-ci est sous l'autorité d'un capitaine général, **Luis de Las Casas y Aragorri** de 1790 à 1796.

1789 : L'autorisation d'introduire librement des esclaves à Cuba succède au système de contrôle et de contrats. La traite devient alors une source d'activités des plus lucratives.

1790-1867 : Plus de 780 000 esclaves arrivent à Cuba. Ainsi l'île est le premier importateur d'esclaves de l'empire espagnol.

1790 : Le travail salarié se développe, surtout dans la culture du tabac et l'industrie du sucre.

1791 : Rébellion des esclaves à Saint-Domingue. À partir de 1793, de nombreux réfugiés français arrivent à Cuba où ils contribuent à la révolution agricole : les plantations de café de type français s'y étendent et la production de ce précieux produit connaît une croissance considérable.

1795 : **Nicolas Morales**, un Noir libre, crée une organisation favorable à l'indépendance et à l'abolition des taxes levées par le gouvernement espagnol. Pour la première fois, l'idée d'indépendance est évoquée à Cuba.

1790-1860 : L'île connaît l'apogée de l'économie coloniale, favorisée par l'arrivée de nombreux immigrants venus des îles voisines, qui représentent une nouvelle force de travail.

L'indépendance sous le contrôle du « grand frère » américain

Cuba a conquis son indépendance mais celle-ci va rapidement se révéler très formelle car c'est le grand-frère nord-américain qui se substitue à l'ancienne puissance coloniale espagnole. De fait, Cuba est devenu un protectorat dont la souveraineté apparaît à beaucoup d'égards très formelle, d'autant que le président américain Théodore Roosevelt entend bien jouer de son big stick, de son "gros bâton" pour assurer, dans la mer des Antilles, le maintien d'un ordre compatible avec les intérêts des États-Unis. Ultérieurement, ce sont les investisseurs américains qui contrôlent

l'économie cubaine, ce qui suscite dans la population, un rejet latent des gringos.

1898 à 1901 : Les États-Unis occupent Cuba où se trouvent 6 000 de leurs soldats.

1899 : Doté de très nombreux pouvoirs, le **général Wood** se voit confier le gouvernement de l'île. Les officiels et les employés espagnols de l'administration conservent leurs postes, alors que les Cubains sont, eux, moins bien traités : les nouveaux dirigeants de Cuba dédaignent la population locale et particulièrement les Noirs. Des écoles fonctionnant sur le modèle américain sont fondées par des méthodistes qui veulent convertir la population.

1899 : Naissance de la Cuban American Sugar Co et de la Cuba Central Railways Ltd ; les investissements nord-américains se multiplient à Cuba et cette tendance se confirme jusqu'à la grande dépression des années 1920. Cependant, dès 1899-1900, les États-Unis s'inquiètent du coût de leur mainmise sur l'île.

Dans les vingt premières années du XX^e siècle, l'immigration espagnole se poursuit à Cuba qui reçoit des colons, dont certains sont des militants anarcho-syndicalistes.

1900 : Premières élections au suffrage censitaire à Cuba. Les municipales ont lieu en juin, suivies en décembre des législatives pour désigner une Assemblée constituante. Les municipales sont remportées par les partisans de l'indépendance que les États-Unis doivent désormais admettre comme inévitable.

1901 : Une Assemblée constituante réunie à La Havane adopte la Loi fondamentale de la nouvelle République.

Mars 1901 : Adoption par l'Assemblée cubaine d'un texte qui prend force de loi et stipule que *« le gouvernement de Cuba accorde aux États-Unis le droit d'intervenir pour garantir l'indépendance et pour aider tout gouvernement à protéger les vies, la propriété et la liberté individuelle »*.

1902 : L'American Tobacco Co achète de nombreuses marques de fabrique de tabac à Cuba, signe de la mainmise américaine sur l'économie de l'île.

1902 : Signature de l'amendement Platt imposé comme additif à la Constitution cubaine par Washington. Ainsi Cuba ne peut pas conclure de traité avec une puissance étrangère sans l'accord des États-Unis. Ceux-ci peuvent intervenir militairement sur l'île quand bon leur semble et conservent un droit de regard sur les finances cubaines. Un véritable protectorat se met ainsi en place.

20 mai 1902 : Premières élections présidentielles à Cuba. Le conservateur **Tomás Estrada Palmas**, soutenu par les Américains, en sort victorieux. La République est proclamée. Le régime d'occupation militaire cesse, mais la domination politique et économique américaine se maintient.

1902-1905 : Plus de 13 000 Américains acquièrent un titre de propriété à Cuba.

1903 : Accord de réciprocité par lequel Cuba garantit aux Américains une réduction sur de nombreuses marchandises en échange de tarifs douaniers préférentiels. Ces accords renforcent la position de dépendance économique de Cuba vis-à-vis de son puissant voisin et ne font qu'accentuer la tendance à la monoculture de la canne à sucre.

Septembre 1906 - février 1909 : Deuxième intervention américaine qui permet aux Américains de s'implanter à La Havane sur la base de Camp Columbia puis de s'installer sur la base de Guantánamo qui leur offre le contrôle de la mer des Caraïbes et de la route du futur canal de Panama. Ils interviennent contre des rebelles au président Estrada et **Taft**, secrétaire d'État à la Guerre, se proclame « gouverneur général de la République de Cuba » ; l'île est alors considérée comme un protectorat. À l'exclusif autrefois imposé par la couronne

espagnole s'est substituée l'exclusivité nord-américaine : l'immense majorité des produits cubains part vers les États-Unis.

1907 : Métis né esclave et vétéran de la guerre d'indépendance, **Evaristo Estenoz**, qui avait tout d'abord soutenu le Parti libéral puis avait jugé que les Noirs n'y avaient pas une place correspondant à l'importance de leur engagement pendant la guerre, fonde le Parti indépendant de couleur qui contribue à diffuser les principales idées de la conscience noire cubaine.

1908 : Les élections municipales et provinciales sont remportées par les républicains, renommés conservateurs sous l'influence de **Charles Magoon**, un juriste américain que les États-Unis avaient envoyé à Cuba.

Novembre 1908 : Les élections présidentielles sont remportées par les libéraux, alliés à Maximo Gómez et à Zayas. Gómez, soutenu par les Noirs, reste président jusqu'en 1913 et déclare en 1909, lorsque les marines et Magoon quittent l'île, que celle-ci « *a de nouveau son destin entre ses mains* ».

Mai-juin 1912 : Evaristo Estenoz, qui a été arrêté deux ans plus tôt, orchestre un mouvement de mécontentement rassemblant plusieurs milliers de Noirs qui considèrent avoir été privés des « *fruits de l'indépendance* ». **Les marines américains débarquent alors à Cuba pour protéger les plantations de canne à sucre** et le président Gómez déclenche une répression qui fait 3 000 morts parmi les Noirs. Le 12 juin, Estenoz est tué. Pour la première fois depuis Aponte, le chef des rebelles a été un Noir.

1912 : Le général **Mario Garcia Menocal** remporte les élections présidentielles. Perçu comme plus américain que cubain, Menocal a fait fortune dans le sucre dont l'industrie est alors florissante. Durant cette période que l'on nomme la « *danse des millions* », les entreprises nord-américaines et cubaines profitent de l'envolée des prix provoquée par la Première Guerre mondiale pour s'enrichir.

Février 1917 : Le général Menocal demande sa réélection mais les libéraux, menés par Gómez, s'y opposent et parviennent à s'emparer du pouvoir. Le mois suivant, les Américains débarquent à Santiago, renversent Gómez et rétablissent Menocal à la présidence. Ils restent sur l'île pendant six ans.

Octobre 1917 : Première guerre du sucre pour obtenir de meilleurs salaires. Cuba vit dès les années 1917-1918 une période de difficultés économiques et sociales. Du fait de la corruption des dirigeants, des mouvements d'opposition étudiante se développent. Ils aboutissent en 1923 à la formation de la Révolte universitaire dirigée par **Julio Antonio Mella**. Étudiants et ouvriers représentent les deux pôles d'opposition politique et sociale à Cuba.

1920 : Le sucre, élément primordial de l'économie cubaine, atteint ses cours les plus hauts puis subit une chute brutale qui se prolonge jusqu'en 1922. Les exportations baissent à leur tour.

1921 : La Banque nationale doit fermer du fait de la crise. Cuba a alors grand besoin de l'aide américaine.

1925 : Le leader étudiant Mella organise le soulèvement des ouvriers de la compagnie américaine United Fruit Co qui exploite plus de 100 000 hectares sur l'île. Il va devenir l'un des principaux dirigeants du Parti communiste cubain (PCC), né en 1925. La même année est créée la Confédération syndicale où, à la suite d'une série de rudes affrontements, les communistes prennent le dessus sur les anarcho-syndicalistes.

À partir de 1925, Cuba entre dans le cycle des dictatures dont elle ne sortira que difficilement.

20 mai 1925 : Le général **Gerardo Machado** devient président de Cuba. Ce libéral organise de

grands travaux publics dont de nombreuses firmes américaines profitent pour s'enrichir. Tenant à garder le pouvoir, Machado fait adopter une réforme de la Constitution qui lui permet de prolonger son mandat en se présentant comme candidat unique. L'opposition ne cessant de se développer, notamment sous l'influence de Mella, il organise une police politique et fait assassiner ce dernier en 1929 au Mexique.

1925 : Cuba produit 4,5 millions de tonnes de sucre, avec pour débouché essentiel les États-Unis.

13 août 1926 : Naissance de Fidel Castro.

1929 : **La crise économique est très rapidement et vivement ressentie à Cuba où elle entraîne une hausse du chômage.** Les engagements et les investissements américains diminuent dans l'île, tandis que les droits de douane sur le sucre cubain augmentent aux États-Unis, ce qui n'est pas sans conséquences sur l'économie cubaine. En effet, à cette époque, 79 % des exportations sont dirigées vers les États-Unis et 65 % des importations en proviennent. Contrairement à ce qui se produit dans d'autres pays d'Amérique latine, la crise de 1929 n'offre pas l'opportunité de se lancer dans l'industrialisation.

Mars 1930 : **Pendant la décennie qui suit la grande crise, Cuba est en proie à l'instabilité politique.** Le pays est touché par une grève générale, menée entre autres par le poète **Martinez Villena**. La guerre politique est déclarée entre Machado à la tête de la « *lutte contre le communisme* » et ses opposants qui le qualifient de « *Mussolini des tropiques* ». Les réfugiés politiques cubains commencent à affluer à Miami où ils s'organisent au sein de comités.

Septembre 1930 : Le Directorio Estudiantil, qui organise la terreur et des assassinats, est recréé clandestinement. D'autres mouvements d'inspiration socialiste sont créés dans son sillage, notamment par **Raul Roa** (Ala Izquierda Estudiantil) et **Antonio Guiteras Holmes** (Union Revolucionaria), figure la plus radicale de l'opposition de gauche. Un troisième mouvement clandestin, nommé ABC, voit le jour en septembre 1931 et reprend de nombreux thèmes du fascisme mussolinien. Tous ces mouvements d'opposition emploient la violence révolutionnaire en réponse à la crise.

1932 : Parution du manifeste du mouvement ABC, directement inspiré du programme fasciste italien de 1919.

1933 : Les États-Unis, à la tête desquels Roosevelt vient d'être élu, envoient un ambassadeur à Cuba pour demander à Machado de se retirer. L'opposition redoute une tentative d'intervention américaine dans les affaires de Cuba.

août 1933 : Nouvelle grève générale décrétée par le leader communiste Ruben Martinez Villena. La population se précipite dans les rues à la fausse nouvelle de la chute de Machado : la police tire sur la foule.

11 août 1933 : Sous la pression de l'armée et de l'ambassadeur américain Summer Welles, Machado doit s'enfuir aux Bahamas. **Carlos Manuel de Céspedes**, petit-fils du leader indépendantiste de 1868, le remplace à la présidence pendant un mois à peine. C'est alors que commence la première révolution cubaine du XX^e siècle. Elle va se dérouler en trois phases : la première, semi-fasciste, dure moins d'un mois ; la seconde, d'extrême gauche, dure quatre mois et la dernière, contre-révolutionnaire, s'étend de 1934 à 1939.

3-4 septembre 1933 : Céspedes est renversé par un coup d'État organisé par des révolutionnaires (des soldats et des étudiants) qui nomment un collège de cinq membres. Celui-ci élit président de la République le professeur d'université **Ramon Grau San Martin** qui appartient au **Directorio Estudiantil**. Le « gouvernement des Cent Jours » mène une politique réformatrice dans le cadre d'une éphémère république révolutionnaire : apparaissent le ministère du Travail, la journée de Travail et le suffrage des femmes. Il est divisé entre les partisans du groupe radical, l'**Union Revolucionaria**, menés par **Antonio Guiteras** et des personnes plus modérées. Guiteras, qui

s'inspire de Jaurès, des révolutions russe et sandiniste, représente un lien entre José Martí et Fidel Castro. Lors d'un rassemblement à Camp Columbia, les révolutionnaires publient un programme intitulé « Proclamation au peuple cubain » exigeant l'élection d'une Assemblée constituante chargée de la rédaction d'une nouvelle Constitution et la formation d'un tribunal appelé à juger les crimes de l'ère Machado.

À partir de 1934, les présidents se succèdent, habilement manipulés par l'un des principaux artisans du coup d'État, le sergent devenu colonel **Fulgencio Batista**. Ce dernier est soutenu par le PCC et par le président américain Roosevelt qui a instauré la politique dite de « bon voisinage ». **Batista va dominer Cuba de 1934 à 1958**. Né en 1902, il revendique à la fois du sang espagnol, indien, africain et chinois et se considère donc comme représentatif du peuple cubain.

1934 : Fin de l'amendement Platt qui laissait en partie Cuba sous la tutelle américaine et **retrait de la Constitution le 29 mai. Un nouveau traité cède la base de Guantàmo aux Américains.**

1934-1935 : Importants mouvements contre le gouvernement et le président **Mendieta**, ancien maire de La Havane qui avait appartenu au mouvement de droite, l'Union Nacionalista. Ils sont en partie menés par le chef de l'opposition, Guiteras, qui organise une véritable guérilla urbaine. Les grèves se multiplient et aboutissent en mars 1935 à une grève générale que Batista et Mendieta répriment. Guiteras est alors assassiné. Le pouvoir de l'armée et la violence politique ne cessent de s'accroître.

Vers 1935 : Le New Deal de Roosevelt permet la reprise des investissements étrangers à Cuba.

1936 : Miguel Mariano Gómez est élu président mais ne reste qu'un an au pouvoir.

1936 : Le Pr Grau San Martin crée un mouvement pour les classes moyennes, le Partido Revolucionario Cubano Autentico, tandis que les communistes, menés par Juan Marinello, fondent le Partido Union Revolucionaria et se tournent vers Batista avec lequel ils passent un pacte : Batista permet aux communistes de s'organiser, en échange de quoi il reçoit leur soutien politique.

1938 : Les communistes créent le Parti d'union populaire.

1940-1944 : Présidence de Batista, resté dans l'ombre pendant plusieurs années. Il est élu avec plus de 60 % des voix. Pour la première fois dans l'histoire de Cuba, les communistes obtiennent des portefeuilles ministériels. Le PCC change de nom pour devenir le Parti socialiste populaire (PSP).

1940 : Nouvelle Constitution d'inspiration sociale-démocrate, la première issue d'une Assemblée constituante élue.

1944 : Retour au pouvoir du Pr Grau San Martin, après qu'il a évincé le candidat de Batista, Carlos Saladrigas. Ce succès s'explique par l'intérêt que le professeur porte à la démocratie. Son mandat est marqué par des scandales financiers, la corruption, le marché noir, le gangstérisme au sein des syndicats... Ce système se poursuit sous le président **Carlos Prío Socarras**, ancien ministre du Travail de Grau San Martin, au pouvoir de 1948 à 1952. Le mécontentement populaire est à son comble et l'on dénonce la corruption généralisée. Grau est alors devenu hostile aux communistes.

1950 : Cuba souffre d'une crise à la fois politique et économique. La culture du riz fait son apparition à Cuba qui reste toutefois dépendante des importations américaines.

1952 : Début de la baisse du commerce et des exportations. Le peuple cubain ne parvient pas à s'extirper de sa pauvreté, ce qui explique la multiplication des grèves. **En outre, le commerce de l'île dépend des États-Unis qui importent 90 % du sucre cubain et fournissent à l'île 75 % de**

ses importations.

10 mars 1952 : Batista, le « fils du peuple », appuyé par les Américains et de nombreux officiers, revient au pouvoir par un coup d'État militaire réalisé aux premières heures du matin. Il s'installe à la présidence en 1954. L'opposition étant inexistante, il impose sa « dictature démocratique » : il supprime la Constitution, suspend les libertés, tout en s'assurant du soutien des États-Unis et de la majorité de la classe dominante. L'État entretient de bonnes relations avec les organisations syndicales qu'il contrôle en grande partie. La paix sociale est illusoire et artificielle : la pauvreté ne cesse de s'accroître, y compris au sein des travailleurs ; le jeu et la prostitution, contrôlés par des gangs nord-américains, se développent dans des proportions encore jamais atteintes. Avec ce « coup de caserne » ou *cuartelazo*, Cuba cesse définitivement de vivre dans un régime constitutionnel.

1952 : Une plainte est déposée au Tribunal d'exception de La Havane par un jeune avocat du nom de Fidel Castro. C'est une tentative de recours légal contre le coup d'État de Batista, accusé d'avoir violé six articles du Code. Le 16 août, Castro écrit ainsi dans le journal clandestin *El Accusador* : « Des malheurs dont Cuba souffre, des peines qui l'accablent, du sang versé, je t'accuse Batista. » Né en août 1926, ce fils de riche planteur d'origine galicienne a poursuivi des études de droit à l'université de La Havane où il a organisé un comité contre la discrimination raciale. Devenu avocat en 1950, Castro est le premier à s'opposer activement à la dictature de Batista. Il prépare la lutte armée en organisant des groupes de combattants. Ses deux héros sont José Martí et Eduardo Chibas, qui a appartenu au Directorio Estudiantil dans les années 1930, s'est illustré dans la lutte politique et a créé un parti radical en 1947, le Partido Revolucionario Cubano Orthodoxo.

26 juillet 1953 : La forteresse de Moncada, deuxième caserne du pays, est prise d'assaut par Fidel Castro et 200 ouvriers et étudiants dont beaucoup trouvent la mort lors de ce combat. C'est la naissance du mouvement du 26 juillet et de la révolution. Capturé, Castro est emprisonné.

21 septembre 1953 : Début, à Santiago, du procès de Castro et des survivants de l'attaque. Castro revendique la responsabilité entière de la révolte au nom de droit de résistance à la dictature. Le 16 octobre, il prononce un discours de défense, véritable réquisitoire contre le président Batista et son régime. Il en profite pour présenter son programme, inspiré de José Martí, qui comprend la lutte contre la corruption, la réforme agraire (distribution équitable des terres, regroupement des paysans en coopératives, baisse de 50 % des loyers) et la réforme de l'enseignement. Il achève son discours par la célèbre phrase : « *Condamnez-moi, cela est sans importance, l'histoire m'acquittera.* » Condamné à quinze ans de prison sur l'île des Pins, il se plonge dans la lecture de Marx et de Lénine.

1954 : Batista, seul candidat à la présidence, est réélu.

13 mai 1955 : Batista signe une loi d'amnistie dont bénéficie Castro qui part au Mexique pour préparer la révolution. À Cuba, le Directorio Estudiantil, héritier de la révolution de 1933, cherche à éliminer Batista.

1956 : 66 membres du Directorio Estudiantil attaquent la caserne de Matanzas dont ils tuent tous les occupants. Le gouvernement accroît la répression et les assassinats politiques deviennent chose courante.

1956 : Castro entame une tournée aux États-Unis dans le but de recueillir des fonds auprès des Cubains en exil ; il obtient 50 000 dollars grâce auxquels il finance l'achat d'armes et l'entraînement militaire de 80 hommes. Parmi eux se trouve l'Argentin **Ernesto Che Guevara**, grand admirateur de Castro, rencontré au Mexique. Ce médecin marxiste-léniniste se met au service de celui qu'il appelle « *l'ardent prophète de l'aurore* ».

15 novembre 1956 : Castro annonce l'invasion imminente de Cuba.

Décembre 1956 : Le 2 décembre, les hommes de Castro, à bord du *Granma*, abordent à Cuba mais sont surpris le 5 à Alegria del Pio où plusieurs trouvent la mort. Douze d'entre eux atteignent le Turquino, dans la montagne, la sierra Maestra d'où ils entretiendront la guérilla pendant les deux années à venir. Ils gagnent la confiance des paysans, pour la plupart des *precaristas* occupant la terre sans titres de propriété, en leur exposant leurs projets de réforme agraire. Il est rare que des paysans se rallient de manière spontanée à une guérilla. Cela s'explique par l'adhésion au mouvement de leur cacique, Crescencio Perez, et par l'histoire cubaine où d'importants conflits fonciers se sont achevés sur l'expulsion des petits paysans des basses terres par les grands planteurs de canne. L'appui de la base paysanne locale fut ainsi déterminant dans la victoire des guérilleros.

Printemps 1957 : Une partie de la sierra Maestra est déclarée « territoire libre », soit 1 500 km² au début de 1958. Ce territoire est doté d'un hôpital, d'une école, d'une armurerie et d'un four à pain. Les grands propriétaires des zones contrôlées doivent s'acquitter de l'impôt révolutionnaire, institué par les guérilleros.

Juillet 1957 : La rencontre dans la sierra d'une délégation du Parti orthodoxe de Chibas et des rebelles aboutit à la rédaction d'un communiqué commun.

1957 : L'attaque du palais présidentiel par le Directoire révolutionnaire est un échec.

1958 : L'île compte plus de 7 millions d'habitants dont la moitié de citadins. 30 % des actifs sont au chômage ou souffrent du sous-emploi. À la campagne, où les conditions de vie sont plus dures qu'en ville, les trois quarts des habitants vivent dans les *bohios*, des cabanes de boue. La moitié des travailleurs agricoles sont employés dans le secteur sucrier, le plus souvent dans des latifundia (le domaine de la Cuban Atlantic Sugar Co couvre 250 000 ha) et plus de 2 millions de personnes vivent directement du sucre.

24 février 1958 : Première émission de Radio Rebelle qui décrit les progrès de la guérilla. En général, la presse a joué un grand rôle dans la victoire des rebelles car elle a contribué à créer le mythe des guérilleros.

Mars 1958 : Raul Castro ouvre un second front dans la sierra de Cristal, à l'est de l'île.

1958 : Échec de la grève générale annoncée par Radio Rebelle et voulue par le front urbain du Mouvement du 26 juillet (opposé au front engagé dans la sierra), notamment en raison du refus d'alliance avec les communistes. La voie insurrectionnelle de la guérilla l'emporte sur la voie politique au sein du mouvement.

Mars 1958 : Capture et libération de citoyens américains par les guérilleros. Les États-Unis suspendent les aides militaires à Batista.

Mai 1958 : Batista croit pouvoir en finir avec la guérilla et lance contre elle 12 000 hommes lors de « l'offensive d'été » qui échoue trois mois plus tard. La contre-offensive lancée par Castro est en revanche couronnée de succès.

20 juillet 1958 : Alliance de nombreux partis, dont le Directoire révolutionnaire, avec le Mouvement du 26 juillet de Castro. Le Parti socialiste populaire (Parti communiste) soutient la révolution sans croire à l'efficacité de la lutte armée.

20 août 1958 : Radio Rebelle annonce la victoire de la guérilla contre les soldats de Batista. Il lui faut désormais conquérir le pays.

Novembre 1958 : Batista remporte les élections présidentielles avec un très fort taux d'abstention. Les États-Unis lui retirent leur soutien.

Fin 1958 : Castro lance vers la ville de Santa Clara deux colonnes respectivement commandées

par Ernesto Che Guevara et Camilo Cienfuegos. Des volontaires les rejoignent.

Décembre 1958 : Le 28, début de la bataille de Santa Clara où la population apporte son aide aux rebelles. Le 30, les insurgés s'emparent de grandes quantités d'armes et le 31 des points stratégiques de la ville, tandis que le président Batista fuit après avoir désigné pour le remplacer le Dr Carlos Piedra. Dans le même temps, Fidel s'empare de Santiago et son frère Raul de Guantànamo.

1^{er} janvier 1959 : Grève générale.

2 janvier 1959 : L'Armée rebelle entre dans La Havane, tandis que Fidel Castro lance le mot d'ordre de grève générale depuis Santiago. La guerre révolutionnaire s'achève. Le **Dr Urrutia** devient président et **Miro Cardona**, Premier ministre.

Ces événements sont d'une extrême importance en Amérique latine où jamais encore une armée professionnelle n'avait échoué contre une guérilla.

La crise de l'Empire espagnol et la longue marche vers l'indépendance

Le XIX^e siècle correspond à l'effondrement du système colonial espagnol en Amérique latine. La plupart des pays de l'empire espagnol acquièrent leur indépendance entre 1808 et 1824, alors qu'à Cuba toutes les tentatives de révolte échouent. L'île intéresse beaucoup les États-Unis. Le président Thomas Jefferson déclare ainsi que, en cas de guerre entre son pays et l'Espagne à propos de la Floride occidentale, les Américains s'empareraient aussi de Cuba dont la position centrale dans le golfe du Mexique représente un atout géostratégique évident. Dans un tel contexte, celui de la fin de l'empire espagnol et de la montée en puissance du grand voisin nord-américain, Cuba s'apprête à vivre, au cours du siècle qui s'ouvre, une histoire des plus mouvementées.

1800 et 1804 : Le baron Alexandre de Humboldt, linguiste et homme politique allemand, visite Cuba et rédige un *Essai politique sur l'île de Cuba* qui révèle aux Européens ses potentialités en matière économique. Il se lie d'amitié avec Arango, un riche planteur favorable aux nouvelles techniques agricoles.

1804 : Santiago devient archevêché. Cuba compte désormais deux métropoles : La Havane et Santiago.

1807 : L'Angleterre condamne la traite des esclaves africains et critique la poursuite, au profit de Cuba, de cet « odieux commerce ».

1810 : Une rébellion indépendantiste est menée par des Noirs libres dirigés par des créoles francs-maçons. En réaction, une milice de jeunes Blancs se crée d'elle-même pour soutenir les autorités coloniales et la rébellion est réprimée.

1812 : Nouvelle rébellion menée par Aponte, un homme libre de couleur. Celle-ci est sévèrement réprimée. La fréquence des rébellions d'esclaves s'explique par la dureté de leurs conditions d'existence dans les plantations. À l'inverse, les « nègres à talent » ou esclaves domestiques se considèrent supérieurs aux « nègres de culture » et sont mieux traités par leurs maîtres.

1817 : Sous la pression anglaise, l'Espagne accepte de renoncer au commerce des esclaves avant 1820, mais Cuba poursuit la traite.

1818 : La fin du monopole du tabac permet le développement de l'exportation des cigares.

1819 : Fondation de la ville de Cienfuegos par des colons originaires de Bordeaux et de La Nouvelle-Orléans. Elle leur doit le tracé élégant de son plan néo-classique. Cienfuegos est aujourd'hui le troisième pôle industriel du pays après La Havane et Santiago.

1820 : Introduction de la machine à vapeur. Le moulin commence alors à se transformer en sucrerie.

1820-1868 : Cuba connaît des années agitées et ponctuées par diverses révoltes et manifestations indépendantistes.

1823 : Le futur président Adams, alors secrétaire d'État du président Monroe, déclare à propos de Cuba : « *Il y a des lois de gravitation politique, comme il y en a de gravitation physique, et de même qu'une pomme détachée de l'arbre par la force du vent ne peut, si elle le voulait, ne pas tomber à terre, Cuba, une fois rompue la connexion qui l'unit à l'Espagne, doit nécessairement graviter vers l'Union nord-américaine.* » Quelques mois après Adams, c'est Jefferson qui parle de la possible acquisition de Cuba par les États-Unis. Ces déclarations précèdent la formulation au mois de décembre de la même année de la doctrine Monroe, véritable programme de mainmise nord-américaine sur l'ensemble du Nouveau Monde, au nom de la lutte contre les vieilles métropoles coloniales européennes. À partir des années 1820, l'intérêt des États-Unis pour Cuba s'accroît : les dirigeants de Washington considèrent désormais que la question de Cuba relève de la sécurité nationale.

Au cours des années 1820, Cuba connaît une prospérité sans pareille. En 1827, l'île ne compte pas moins de 3 000 ranches, 5 000 plantations de tabac, 1 000 moulins à sucre et 2 000 grands domaines où l'on cultive le café.

Années 1830 : L'Angleterre abolit l'esclavage dans ses colonies antillaises et fait pression pour que Cuba l'imite. À partir de 1837, les soulèvements favorables à l'abolition de l'esclavage s'y multiplient.

La décennie 1830 voit le fossé s'élargir entre les créoles et les Espagnols. Les premiers souhaitent l'abolition de la traite et de l'esclavage à laquelle s'opposent les seconds. Le créole José Antonio Saco est abolitionniste, mais il revendique aussi l'autonomie de l'île afin que la classe dirigeante locale puisse prendre part aux affaires. Il doit s'exiler. Un courant « annexionniste » apparaît parmi les créoles : des individus se tournent vers les États-Unis auxquels ils souhaitent rattacher Cuba pour des raisons économiques et de sécurité intérieure. Mais les annexionnistes connaissent des échecs répétés en 1848, 1851 et 1854 en raison de leur faible nombre puis de l'opposition de Saco qui souhaite la totale indépendance de l'île.

1836 : Le général Tacon refuse d'appliquer à Cuba la Constitution libérale qui vient d'être adoptée en Espagne. Les députés cubains ne sont pas autorisés à siéger aux Cortes à Madrid, ce qui confirme la vanité des efforts du parti réformiste réunissant de grands propriétaires, des négociants créoles et des intellectuels.

1839 : Une bulle pontificale interdit la traite et condamne ceux qui la pratiquent à l'excommunication.

1840 : Cuba, qui produit alors 200 000 tonnes de sucre, 4 millions de tonnes de tabac et 536 000 quintaux de café, connaît toujours une très grande prospérité.

1841-1843 : Le capitaine général Geronimo Valdes s'oppose à l'arrivée de nouveaux esclaves à Cuba et en affranchit de nombreux. Cependant, 200 000 esclaves au moins débarquent encore dans l'île entre 1840 et 1860. En 1841, l'île compte 420 000 esclaves, soit 43 % de sa population. Le système esclavagiste perdure jusqu'à une date tardive, notamment pour satisfaire les grands propriétaires latifundistes. Les Blancs, minoritaires dans l'île, sont effrayés à l'idée que l'émancipation des Noirs risque de les conduire à s'organiser contre eux.

1843 : Début de la rébellion des esclaves des plantations sucrières de la région de Cardenas. Elle porte le nom de conspiration de La Escalera, du nom de l'échelle de bois à laquelle on attachait les esclaves pour leur faire passer le goût de la révolte. Cette rébellion, qui mêle à la fois esclaves et Noirs libres, est la plus importante depuis celle d'Aponte en 1812 et avant celle de 1868. Des centaines de Noirs sont arrêtés.

Vers 1850 : L'industrie du tabac est florissante, les ateliers s'agrandissant et le machinisme faisant son apparition. La Havane compte alors 15 000 ouvriers du tabac qui produisent les fameux cigares. À la même époque, Cuba est le troisième producteur mondial de café.

1848 et 1854 : Les États-Unis proposent à l'Espagne d'acheter Cuba dont ils sont devenus le principal partenaire commercial. Les liaisons maritimes entre les ports américains et cubains sont très fréquentes et les navires américains s'approvisionnent à Cuba en sucre, cacao, tabac et café. L'Espagne n'occupe plus désormais que le second rang dans les échanges commerciaux de l'île, où les Américains sont désormais fort nombreux à s'établir. Ils y envoient des émissaires, des hommes chargés de développer la haine à l'égard de l'Espagne et d'encourager les partisans de l'annexion. Parmi ces individus se trouve Narciso Lopez, un ancien officier espagnol qui a été gouverneur de Valence et de Madrid. Il émigre à Cuba et, inspiré par les idées de Bolivar, devient partisan de l'indépendance. Il lance deux expéditions pour libérer l'île et la rattacher aux États-Unis, la première depuis La Nouvelle-Orléans en 1850 et la seconde l'année suivante. Il est alors fait prisonnier et exécuté peu de temps après.

1853-1873 : 130 000 coolies chinois arrivent pour travailler dans les plantations et la construction ferroviaire.

1860-1861 : Pour la première fois, le recensement montre que la population blanche est majoritaire.

1865 : Après l'échec de l'annexionnisme, naissance du parti réformiste qui obtient la constitution d'une Junte d'information. Celle-ci doit se réunir à Madrid pour examiner les problèmes de Cuba et élaborer les fondements des lois spéciales prévues pour l'île. Elle fonctionne de 1865 à 1868. Les réformistes, en dépit de leur nom, ont été les défenseurs des propriétaires esclavagistes. Ils se montrent favorables à la liberté du commerce avec les États-Unis et demandent une réforme douanière, la fin de la traite et une représentation aux Cortes. Les négociations échouent et les grands propriétaires envisagent alors la lutte armée comme ultime solution pour obtenir l'indépendance.

10 octobre 1868 : Début de la révolution de Yara et de la guerre de Dix Ans. Carlos Manuel de Céspedes proclame Cuba libre dans sa propriété de La Demajagua : il s'agit du premier acte de trente années de lutte pour l'indépendance. Cette journée a été préparée de longue date par un groupe de patriotes de Manzanillo, parmi lesquels deux grands propriétaires, Carlos Manuel de Céspedes et Francisco Vicente Aguilera, excédés par les abus fiscaux espagnols et la trop grande dépendance de l'île vis-à-vis de la métropole. Ce groupe s'était mué en une loge maçonnique dont les membres se réunissaient sous le sceau du secret, ce qui explique que la rébellion ait été préparée dans la plus grande discrétion. Ce 10 octobre, un véritable soulèvement secoue l'île : Céspedes a rassemblé 160 partisans ou *mambis* à La Demajagua et annonce qu'il a libéré et armé ses esclaves. Une colonne se met en marche, remporte des victoires à Yara, Jiguani et s'empare de la ville de Bayamo. De nombreux esclaves libérés et des paysans cubains se joignent au mouvement.

Novembre 1868 : La révolte s'étend à l'ouest, vers Camagüey, menée par deux hommes issus de riches familles de planteurs, Salvador Cisneros Betancourt et Ignacio Agramonte rejoints par un soldat, Manuel de Quesada.

La guerre de Dix Ans est à la fois une guerre civile et une guerre raciale opposant des propriétaires, des esclaves et des hommes de couleur libres à l'armée espagnole soutenue par d'autres propriétaires.

Janvier 1869 : Les forces de Céspedes sont défaites.

Février 1869 : L'Assemblée réunie par le pouvoir insurrectionnel, qui s'est proclamé la « République en armes », abolit l'esclavage de manière immédiate et sans compensation ni rachat.

L'Espagne entreprend la répression : Céspedes doit abandonner Bayamo et le pouvoir civil de Cuba libre se dissout. La Havane, tenue par les Espagnols, est en proie à la violence, due à la formation d'un corps contre-révolutionnaire de 30 000 hommes qui multiplie assassinats, déportations et incendies de plantations.

Avril 1869 : Adoption d'une Constitution à l'Assemblée de Guaimaró qui prévoit une Assemblée unique nommant le président de la République. Céspedes devient président et Aguilera secrétaire à la guerre. Dès 1869 apparaissent au sein du camp rebelle des divisions entre partisans de l'indépendance et partisans de l'annexion aux États-Unis.

1873 : Début de l'éphémère I^{re} République espagnole qui dure jusqu'en 1874, l'année qui voit l'avènement du roi Alphonse XII. Les troubles que connaît la métropole n'empêchent en rien la poursuite de la guerre et aucun des deux camps ne parvient à l'emporter sur l'autre pendant plusieurs années.

1873 : Alors que la guerre se poursuit et qu'aucun compromis ne semble possible, le mécontentement apparaît au sein du camp indépendantiste. Céspedes est alors remplacé à la présidence par Cisneros Betancourt.

1874 : Céspedes est tué dans une escarmouche.

1877 : Le général Martínez Campos, jeune officier qui a combattu à Cuba, arrive comme capitaine général dans l'île pour mettre fin à la guerre. Il défait les indépendantistes.

19 février 1878 : Le pacte de Zanjón officialise la paix. Il signifie le déclin temporaire des aspirations indépendantistes et l'échec du gouvernement de Cuba libre qui a pourtant réussi à durer plusieurs années. Les espérances indépendantistes perdurent au cours des années suivantes et la domination espagnole est désormais rendue responsable de l'injustice sociale. Le traité est parfois mal accepté : le leader noir Maceo, qui tient à l'indépendance et à l'abolition de l'esclavage, s'y oppose et finit par s'exiler.

Le bilan économique de la guerre est lourd : plus de la moitié des *ingenios*, les plantations ont été dévastées. En outre, de nombreux propriétaires en sortent endettés lorsqu'ils n'y ont pas trouvé la mort. C'est alors que les grands propriétaires terriens perdent leur statut de classe dirigeante au profit des classes moyennes, des paysans et des ouvriers qui obtiendront l'indépendance de Cuba. La guerre a accéléré le développement du processus abolitionniste.

1880 : L'esclavage laisse progressivement la place au salariat et des associations de Noirs voient le jour.

1883 : Pour la première fois, une exploitation sucrière devient la propriété d'une société américaine. Les investissements américains se poursuivent pendant la décennie 1880. En 1895, les États-Unis auront investi à Cuba près de 50 millions de dollars.

1886 : Abolition généralisée de l'esclavage. Cependant, en raison de la faiblesse des salaires des *guajiros*, c'est-à-dire des paysans cubains, la misère reste grande dans les campagnes.

1891 : Le traité commercial conclu entre Cuba et les États-Unis est à l'origine d'une forte augmentation de la production sucrière de l'île. Le sucre cubain est acheté à 95 % par les États-Unis, qui fournissent en échange à l'île de nombreux produits manufacturés.

1892 : Lors du I^{er} Congrès des associations noires, plus de cent groupes sont présents. Les Noirs

s'affirment désormais comme une force importante au sein de la population cubaine.

10 avril 1892 : Naissance du Parti révolutionnaire cubain (PRC) censé être l'instrument de l'unité nationale et coordonner l'action des diverses factions anticoloniales. Le fondateur en est José Martí, penseur né en 1853 d'immigrés espagnols, ardent patriote et anticolonialiste farouche. Il écrit en effet : « *La patrie exige des sacrifices. Elle est un autel et non un piédestal. On est à son service et on ne saurait s'en servir.* » Le nouveau parti doit « *créer une nation ample et généreuse fondée sur le travail et l'équité* » dans un esprit démocratique. À ses yeux, le problème cubain est essentiellement racial : il parle dans une lettre à Maceo, l'un des futurs leaders du mouvement indépendantiste cubain, de la nécessité du pardon et de l'égalité entre les deux races.

Pour Martí, indépendance et révolution sont deux choses bien distinctes. Il faut la première pour pouvoir donner tous leurs droits aux prolétaires, comme le préconise Marx dont il s'inspire. L'indépendance doit s'acquérir sans l'aide des États-Unis que Martí qualifie de monstre et Cuba doit se forger des institutions nouvelles qui lui soient propres et non importées de l'étranger. Déjà en mars 1889, Martí avait publié dans *The Evening Post* un article intitulé « Défense de Cuba », où il s'opposait à une éventuelle annexion aux États-Unis. Martí prône l'hispano-américanisme en opposition à l'impérialisme américain.

1893 : Le gouverneur **Emilio Calleja** accorde l'égalité civile aux Noirs de l'île.

1894 : La situation est difficile à Cuba à tous points de vue. Sur le plan politique, à Madrid, les Cortes repoussent un projet de statut pour Cuba présenté par **Antonio Maura**, ministre espagnol des Territoires d'outre-mer. Quant à la situation économique, elle n'est guère florissante en raison de la chute des prix du sucre qui entraîne une augmentation du chômage. À la même date, Martí tire la conclusion que les Cubains n'ont d'autre solution pour s'affranchir de la tutelle espagnole que la lutte armée et la guerre révolutionnaire.

24 février 1895 : La guerre d'indépendance débute à Baire sous l'impulsion de José Martí qui la prépare depuis de longues années. Plusieurs éléments du contexte international favorisent le déclenchement de l'insurrection : la dépression mondiale de 1893, la chute des cours de la canne à sucre concurrencée par la betterave, ainsi que l'agitation des anciens esclaves qui se sentent oubliés depuis la loi d'émancipation de 1886.

23 mars 1895 : Martí signe avec **Maximo Gómez**, chef militaire du soulèvement, le *Manifeste de Montecristi* qui expose les buts de guerre. On y lit ainsi : « *La guerre, dès le départ saine et vigoureuse, que rouvre aujourd'hui Cuba... ne se réduit plus seulement, aujourd'hui, au pieux désir de rendre pleine vie au peuple... La guerre d'indépendance de Cuba, nœud de cette gerbe d'îles où se rencontreront, d'ici à quelques années, les messagers commerciaux des divers continents, est un événement de grande portée humaine ; c'est un service à point nommé que l'héroïsme judicieux des Antilles rend aux nations américaines, à l'équité de leurs rapports ainsi qu'à l'équilibre encore mal assuré du monde.* »

Des rebelles arrivent du Costa Rica et de Saint-Domingue et envahissent la partie orientale de l'île. En réaction, l'Espagne envoie des troupes qui mènent une répression sévère.

15 avril 1895 : Martí est nommé major général de l'Armée de libération.

21 avril 1895 : A. Maceo prend la tête de la province d'Oriente, bientôt rejoint par José Martí, chef civil de la guerre et par M. Gómez.

19 mai 1895 : Martí est tué à Dos Rios en combattant contre les Espagnols. La perte est énorme pour les partisans de la révolution.

Septembre 1895 : La Constitution de Jimaguayu instaure une République démocratique et les *mambis*, les indépendantistes, obtiennent des succès militaires. La guerre contre les Espagnols est terrible et les pertes humaines sont nombreuses.

1896 : Les civils cubains sont victimes de la répression menée par le général Valeriano Weyler qui applique la *reconcentración* consistant à regrouper les femmes et les enfants dans des camps. Les conditions de vie y sont si difficiles que beaucoup y meurent. Weyler avait expérimenté ce système à petite échelle durant la guerre de Dix Ans et ses méthodes sont immédiatement critiquées par les États-Unis et les exilés cubains qui s'y trouvent.

Décembre 1896 : Mort du leader indépendantiste noir Maceo, tué par surprise par des Espagnols. La mort de celui que l'on nommait « le Titan de bronze » est un coup dur pour l'Armée de libération. Seul reste Maximo Gómez qui doit mener la guérilla.

1897 : Les événements sont favorables à l'Espagne qui rappelle le général Weyler. Il est alors remplacé par le **général Blanco** chargé d'une « mission de pacification ». Celui-ci constitue un gouvernement formé d'autonomistes et de réformistes de La Havane, mais refusé par les mambis. Cela provoque des émeutes dans la capitale. **Pour protéger leurs intérêts à Cuba, les États-Unis y envoient le cuirassé *Maine***. C'est le début de l'intervention et de l'invasion américaines à Cuba. Cependant, sans les États-Unis, l'indépendance à Cuba n'aurait pas été possible.

25 janvier 1898 : Le cuirassé *Maine* jette l'ancre à La Havane.

15 février 1898 : L'explosion du cuirassé *Maine* dans le port de La Havane, où 260 soldats américains trouvent la mort, justifie l'intervention américaine. **Le Sénat vote l'intervention directe en déclarant la guerre à l'Espagne « pour la libération de Cuba »**.

10 avril 1898 : La reine d'Espagne demande l'armistice mais aux États-Unis le parti belliciste l'emporte au Sénat qui vote la guerre par 42 voix contre 35. Cette guerre « pour la libération de Cuba », qui doit être « altruiste et morale », est aisément menée par les États-Unis sur mer comme sur terre.

20 avril 1898 : Les États-Unis signent la *Joint Resolution*, dans laquelle ils s'engagent à ne pas exercer de domination sur Cuba, excepté dans le cadre de la pacification de l'île. En fait, ils se donnent la possibilité de fixer le type de gouvernement de Cuba après la pacification et ne reconnaissent pas la République en armes comme gouvernement. Cuba est rapidement occupée militairement par les Américains et placée sous l'autorité d'un général américain.

25 octobre 1898 : Le traité de Paris ôte à l'Espagne Cuba, les Philippines, Porto Rico et l'île de Guam. Cuba obtient l'indépendance mais celle-ci se révèle en réalité toute formelle en raison de la mise en place d'un statut provisoire de tutelle américaine, accompagnée d'une occupation militaire de quatre années. Cette forme de néo-colonialisme politique se substitue au joug espagnol et ne fait que renforcer la présence économique et commerciale des Américains sur l'île. Les trente années de lutte pour l'indépendance ont été inutiles. **Contrairement à ce qui s'était passé dans les autres colonies de l'empire espagnol, les colons espagnols ne quittent pas Cuba dont la société reste coloniale. La stratégie d'intervention des États-Unis, inspirée à la fois par des motifs géopolitiques et des intérêts commerciaux, a été finalement couronnée de succès.**

Cuba au temps de la révolution et de la dictature castriste

La décennie 1959-1969 voit l'établissement progressif du régime castriste qui, isolé, survit en se rapprochant de l'URSS et en affirmant toujours davantage ses choix révolutionnaires. Le nouveau régime veut en finir avec l'oligarchie foncière traditionnelle et avec les intérêts capitalistes étrangers, ce qui va naturellement le conduire à entrer en conflit avec les États-Unis.

7 janvier 1959 : Promulgation de la loi fondamentale de la République qui établit les fondements du nouvel État cubain. Trois groupes se partagent le pouvoir révolutionnaire : le Mouvement du 26 juillet de Castro, dont beaucoup de dirigeants sont d'origine citadine et bourgeoise, le Directoire révolutionnaire, de recrutement essentiellement étudiant, et le Parti socialiste populaire (PSP) appelé à devenir le Parti communiste.

13 février 1959 : **Fidel Castro devient Premier ministre.** Il entreprend immédiatement des réformes radicales comme la nationalisation des transports et la baisse des loyers. C'est la première fois que le PSP accepte une direction politique autre que la sienne pour construire le socialisme.

17 mai 1959 : Promulgation, dans la sierra Maestra, de la **première loi de réforme agraire** fixant aux exploitations une superficie minimale de 27 ha et maximale de 402 ha. Il s'agit d'en finir à la fois avec les grands domaines latifundiaires et avec les microfundia trop peu rentables. La propriété privée n'est pas abolie, mais la plupart des terres ne sont pas redistribuées aux petits paysans. Elles deviennent propriété de l'État, grand bénéficiaire des confiscations.

18 juillet 1959 : **Oswaldo Dorticos** devient président à la place du Dr Urrutia, soupçonné de freiner les réformes.

Octobre 1959 : Dès la prise de pouvoir par les castristes, la presse américaine s'est attaquée au nouveau régime et **les États-Unis apportent tout leur soutien aux contre-révolutionnaires cubains.** Pour lutter contre les éventuelles tentatives de déstabilisation sont créées des milices populaires ; le gouvernement de Washington croyait pouvoir compter sur le soutien de la population cubaine pour renverser Castro mais sous-évaluait l'importance que revêtait pour elle l'indépendance reconquise.

Plus de 600 opposants sont exécutés durant la première année du régime. **Ceux qui, parmi les pionniers de la révolution, n'acceptent pas le virage marxiste sont éliminés ou condamnés à de lourdes peines de prison.** C'est le cas de **Hubert Matos Mar**, condamné en 1959 à vingt ans de détention pour « conspiration ». Dans les années 1960, Castro reconnaît l'existence de 20 000 prisonniers politiques.

1959-1960 : Cuba tente de se faire une place sur la scène latino-américaine et caraïbe. L'État cubain établit des contacts avec des pays démocratiques et développe aussi une politique internationaliste originale tournée vers les pays du tiers-monde. Castro intervient aux Nations unies en 1960, année qui voit la rupture avec les États-Unis, les tensions entre les deux pays ne cessant de s'exacerber. Dès 1959, Washington avait condamné la répression dont étaient victimes les partisans de Batista. **Par la loi du 6 juillet 1960, l'État cubain confisque toutes les entreprises nord-américaines en représailles du non-respect du Sugar Act** qui impliquait l'achat par les États-Unis de 3 millions de tonnes de sucre cubain au double du cours mondial. C'est l'URSS qui prend alors le relais, garantissant ainsi à Cuba l'achat de son principal produit d'exportation. **La signature entre La Havane et Moscou d'un accord commercial prévoit l'échange du pétrole soviétique contre le sucre cubain.** Sur de nombreux points, Castro s'accorde avec l'URSS à laquelle il reproche toutefois de ne pas s'engager plus vigoureusement contre l'intervention américaine au Vietnam.

1960 : **En août, expropriation et nationalisation de toutes les entreprises étrangères présentes sur l'île puis des banques en septembre.** Le 15 septembre 1960, une nouvelle étape est franchie dans la voie de la socialisation : le gouvernement décide la nationalisation de l'industrie du tabac. Enfin la loi du 13 octobre fait passer sous le contrôle de l'État toutes les grandes firmes cubaines, notamment les entreprises sucrières. Celles-ci sont remplacées par des coopératives et transformées en 1962 en fermes sucrières.

Octobre 1960 : Au cours de la campagne présidentielle américaine, les candidats R. Nixon et J. F. Kennedy multiplient les surenchères contre Cuba et, le 19 octobre, le Département d'État décide l'embargo général sur les exportations vers l'île.

3 janvier 1961 : Eisenhower rompt les relations diplomatiques avec Cuba. Son successeur John Kennedy poursuit dans cette voie.

1961 : Création des fermes du peuple qui sont 280 l'année suivante. Apparition de l'Association nationale des petits agriculteurs (ANAP) qui regroupe 90 % de ces derniers. En raison du blocus, on entreprend la diversification des productions agricoles cubaines.

Fusion des trois groupes révolutionnaires de 1959 (Mouvement du 26 juillet, Directoire révolutionnaire et PSP) en un seul.

Lancement d'une campagne nationale d'alphabétisation. Par ailleurs, un article de Che Guevara pose la question de l'exception cubaine et dénonce, comme l'avait déjà fait Castro, l'incapacité des pays d'Amérique latine à reproduire le modèle de la guérilla cubaine pour lutter contre l'impérialisme. Cuba mène dans la décennie 1960 une politique de soutien et d'encouragement aux guérillas en Amérique latine, ce qui provoque des heurts avec les gouvernements et les partis communistes de ces pays.

15-19 avril 1961 : Tentative d'invasion de Cuba dans la baie des Cochons par 2 000 exilés cubains et les Américains qui ont décidé de soutenir les partisans de Batista réfugiés sur leur territoire. La CIA a recruté 5 000 Cubains exilés qu'elle a instruits dans des camps du Guatemala dans le but de renverser Castro et d'instaurer à Cuba un gouvernement contre-révolutionnaire. Ils sont repoussés au bout de trois jours d'affrontements par les milices castristes. Le régime de La Havane sort grandi de l'épreuve. Grâce à la victoire de Playa Girón, il a su montrer l'attachement du peuple cubain à la révolution.

16 avril 1961 : Castro proclame le caractère socialiste de la révolution, alors qu'il se défendait encore un an plus tôt d'adhérer au communisme. Ce changement rapide s'explique par la détérioration des relations avec les États-Unis et le rapprochement avec les communistes cubains du Parti socialiste populaire. Les Cubains identifient désormais la lutte pour le socialisme avec celle pour l'indépendance nationale.

1^{er} décembre 1961 : Castro affirme : « *Je suis un marxiste-léniniste et je serai un marxiste-léniniste jusqu'au dernier jour de ma vie.* »

1962 : Cuba est exclue de l'Organisation des États américains, ce qui donne lieu à la « deuxième déclaration de La Havane » dans laquelle Fidel Castro s'exprime ainsi : « *Dans de nombreux pays d'Amérique latine, la révolution est aujourd'hui inévitable.* » Cuba se retrouve alors très isolée en Amérique latine, situation qui se prolonge jusqu'en 1970. Le pouvoir doit alors s'organiser économiquement pour nourrir une population de 8,5 millions de personnes.

Dans les tensions de la guerre froide, qui atteindront leur paroxysme avec la crise des fusées du mois d'octobre, Cuba est devenue un nouvel enjeu. **Par crainte d'une invasion américaine, Castro se rapproche de l'URSS et négocie avec Khrouchtchev qui lui propose d'installer des missiles à Cuba. Dès septembre 1962, 24 batteries de missiles Sam II, d'une portée de 1 800 km, sont installées dans la province occidentale de Pinar del Río.** Elles sont bientôt complétées par un arsenal de fusées à moyenne portée déployées sur cinq autres bases. La crise des fusées entre Cuba et les États-Unis commence en octobre, lorsqu'un avion espion U2 détecte par photo aérienne la présence des missiles. La tension est à son comble, le monde entier craint une guerre thermonucléaire. **Le 22 octobre, les États-Unis exigent le démantèlement immédiat des plates-formes de lancement et décrètent un embargo militaire autour de l'île.** Le 24, on frôle la catastrophe lorsque des navires soviétiques font mine de briser le blocus. **Mais Khrouchtchev reconnaît la présence des fusées et accepte secrètement leur retrait si les États-Unis s'engagent à ne pas envahir Cuba lors des négociations qui ont lieu à l'Onu par l'intermédiaire de son secrétaire général U Tant.** Le blocus naval est levé mais l'embargo commercial est maintenu.

Castro sort blessé d'avoir été tenu à l'écart des négociations. Dans la correspondance qu'il a échangée avec Khrouchtchev, il lui a écrit le 26 octobre 1962 à propos de la possibilité d'une attaque nucléaire contre les États-Unis : « *Il s'agirait d'un acte relevant de la plus légitime défense, aussi dure et terrible que fut la solution.* » Cette correspondance révèle ainsi des aspects peu connus de la personnalité du *lider maximo*.

Le service militaire devient obligatoire.

Août 1963 : Fidel Castro annonce que « *l'agriculture sera la base de l'économie* ». La même année, l'Institut national de la pêche est créé et les résultats de ce secteur quasi inexistant en 1959 sont rapidement exceptionnels.

13 octobre 1963 : **Deuxième réforme agraire** et loi d'interdiction des propriétés de plus de 67 ha ; la bourgeoisie rurale est ainsi détruite. La fusion entre fermes du peuple et fermes sucrières est accomplie et l'on parle désormais de fermes d'État.

21 janvier 1964 : Signature d'importants accords commerciaux avec l'URSS qui prévoient la stabilisation des cours du sucre et planifient les ventes de sucre jusqu'en 1970 (5 millions de tonnes prévues à cette date).

26 juillet 1964 : Dans la Déclaration de Santiago, Cuba affirme son droit à soutenir des mouvements révolutionnaires dans des pays qui favorisent les agressions contre elle.

Octobre 1964 : Au Sommet des pays non alignés réuni au Caire, Cuba, qui se pose en championne de la lutte contre l'impérialisme, dénonce la ligne de « coexistence pacifique » prônée par l'URSS.

Février 1965 : Lors d'un séminaire économique se tenant à Alger, Guevara affirme son refus d'appliquer les principes impérialistes aux échanges commerciaux entre les pays socialistes et ceux qui tentent de se libérer de la tutelle impérialiste. Selon lui, il faut leur fournir des armes à des prix inférieurs à ceux du marché car la violence est la voie suprême pour le triomphe du socialisme. Cuba mène alors une politique étrangère offensive qui se veut indépendante de celle de l'URSS.

Avril à novembre 1965 : 200 volontaires cubains menés par Guevara arrivent au Congo ex-belge, indépendant depuis 1960. Cette intervention au nom du « tricontinentalisme » se solde par un échec, mais Cuba est, dès cette époque, présente en Afrique sur de nombreux fronts. Dans son ouvrage consacré à Che Guevara, l'historien italien Enzo Santarelli explique que « *la vision tricontinentale visant à rassembler les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, tendait à remplacer le vieil internationalisme ambigu du modèle soviétique, ou le manque d'internationalisme affiché dans les conflits entre Moscou et Pékin. La stratégie tricontinentale mettait l'accent sur un point sensible, mais sans pouvoir reconstruire de manière forte et durable un cadre adapté aux objectifs qu'elle se proposait d'atteindre...* ».

3 octobre 1965 : Création du nouveau Parti communiste cubain qui fournit la plupart des cadres politiques. Il y a alors 50 000 militants et aspirants, ils sont 100 000 en 1970 et 210 000 en 1975. Ce parti, qui s'inspire du marxisme-léninisme, est l'héritier du PRC créé par Martí 1892 et du PC fondé par Mella en 1927. Le parti et l'État demeurent toutefois séparés.

1965-1975 : Construction de 100 000 nouveaux logements mais la pénurie sévit toujours. 335 000 seront réalisés dans la décennie 1980.

1965 : Castro estime le nombre de prisonniers politiques à 20 000. Les tensions sont alors vives avec les États-Unis.

Janvier 1966 : Castro rend publique l'existence d'un différend entre La Havane et Pékin en raison d'une activité de propagande politique menée par les Chinois à Cuba. Suite aux protestations de

La Havane, les Chinois suspendent l'approvisionnement en riz de l'île, provoquant ainsi un rationnement au sein de la population cubaine. Castro ne cède pas, lui qui avait déclaré que « *la révolution cubaine ne serait jamais le satellite de personne* ».

L'exportation de la révolution et son échec

Perçu comme le petit pays qui a tenu tête victorieusement à "l'impérialisme yankee" et au système "capitaliste", le régime socialiste cubain suscite l'admiration d'une grande partie des gauches européennes, promptes à oublier certains de ses aspects les plus discutables. Cuba apparaît alors comme un pays leader, porteur des revendications du Tiers Monde, et se pose dans le camp des "non alignés" mais demeure de fait étroitement lié à l'URSS, qui lui apporte son soutien en lui achetant son sucre et en contribuant à son armement. Les Cubains sont même chargés par les Soviétiques d'intervenir en Afrique lors de la décolonisation portugaise. Le mythe de la révolution castriste demeure ainsi bien vivant durant les années 1970 et 1980, mais la fin de l'URSS va évidemment remettre en cause la situation du régime, soumis à un sévère embargo américain.

1966 : C'est à La Havane qu'a lieu la I^{re} Conférence tricontinentale de solidarité anti-impérialiste, qui rassemble des Africains, des Asiatiques et des Latino-Américains venus de 82 pays. Les participants proclament le principe du recours à la lutte armée. Cela donne lieu à la création de l'OSPAAL (Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques et de l'Amérique latine) et de l'OLAS (Organisation latino-américaine de solidarité). C'est le point de départ de l'action idéologique et militaire de La Havane, alors centre mondial de l'anti-impérialisme.

Novembre 1966 : Arrivée de Guevara, de quelques volontaires et de membres du comité central du Parti communiste cubain en Bolivie pour participer à la guérilla.

1966-1970 : Années de difficultés économiques dues au déclin des activités industrielles. En 1968, l'État décrète une « offensive révolutionnaire » pour supprimer toute initiative privée en dehors de l'agriculture. Plus de 58 000 petites entreprises commerciales et artisanales sont expropriées et nationalisées en une semaine. L'échec est cuisant, d'autant qu'il n'existe aucune planification.

Avril 1967 : Dans un message à l'OSPAAL, Guevara dit sa conviction de voir s'établir en Amérique latine les conditions de la lutte armée. Il appelle à « *créer deux, trois, plusieurs Vietnam* ».

Août 1967 : L'OLAS, réunie pour la première fois à La Havane, affirme son soutien à Guevara au moment où le combat engagé en Bolivie se révèle d'autant plus décevant que le Parti communiste bolivien, qui ne maîtrise pas la lutte armée, s'affirme hostile à l'initiative cubaine.

8 octobre 1967 : **Guevara est blessé et capturé, puis tué sur ordre du gouvernement bolivien.** Il est enterré dans un lieu secret. Sa mort est aussi celle d'une politique étrangère offensive qui prônait le recours à la lutte armée. L'épisode bolivien marque l'isolement définitif de Cuba en Amérique latine. Castro se tourne dès lors vers la consolidation de son régime.

1968 : **Cuba ne parvient pas à maintenir son indépendance vis-à-vis de l'URSS et doit s'aligner sur la politique de cette dernière. L'île a en effet besoin du « grand frère » soviétique pour se développer économiquement** au moment où l'échec des guérillas sud-américaines fait que les dirigeants cubains ne croient plus à l'imminence d'une explosion révolutionnaire de grande ampleur.

Août 1968 : Lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'URSS, le discours de Castro annonce un durcissement en matière de politique étrangère. Il juge cette invasion nécessaire dans la mesure

où la Tchécoslovaquie « *se tourne vers le capitalisme et l'impérialisme* ». L'année 1968 est celle de l'alignement sur l'orthodoxie brejnevienne.

1969 : Signature avec l'URSS de traités commerciaux favorables à Cuba.

Fin des années 1960 : La liberté d'expression se restreint tandis que les relations entre le pouvoir politique et les intellectuels se dégradent. Ces derniers doivent choisir entre l'autocensure et l'exil. En 1971, le poète **Herberto Padilla**, après avoir été emprisonné, devra faire publiquement son autocritique et ne sera autorisé à s'exiler que vers 1985. Son cas est loin d'être unique.

La décennie 1970 débute à Cuba sous de bons auspices. L'île se pose en modèle pour l'Amérique latine et étend son influence dans les autres continents, surtout dans le tiers-monde où la révolution cubaine est perçue comme un exemple à suivre.

1970 : Une campagne dirigiste est menée dans toute l'île pour que la production de sucre atteigne les 10 millions de tonnes. Comme elle se limite en fait à 8,5 millions de tonnes, cet échec conduit à l'abandon de la politique volontariste mise en œuvre jusque-là. Dans le discours du 26 juillet 1970, Castro reconnaît ses erreurs en matière de stratégie économique. Il amorce un tournant avec deux grands axes : la lutte contre le sous-développement et la recherche d'une participation de la population aux décisions politiques. Le *lider maximo* a compris qu'il est impossible de tout centraliser et il cherche à restructurer le Parti. S'ouvre alors une période de l'« institutionnalisation de la révolution », qui consiste à adopter les modèles des pays d'Europe de l'Est en matière de politique intérieure.

1970-1979 : Période d'ouverture diplomatique et économique en direction de l'Amérique latine.

1970-1986 : Des réformes économiques s'inspirant de celles adoptées par l'URSS sont entreprises. Cela remet en cause toute la politique économique des années précédentes, notamment les idées prônées par Guevara. La politique qui s'impose est celle de la décentralisation et d'une plus grande liberté des investissements.

1971 : Après un voyage au Pérou, Castro se rend au Chili que dirige depuis l'année précédente **Salvador Allende**, élu président à la tête d'une coalition des gauches dite d'Unité populaire, qui sera renversée à l'automne 1973 par un coup d'État militaire dirigé par le général **Augusto Pinochet**.

1971 : Loi sur le travail obligatoire réprimant l'oisiveté et prévoyant la réclusion des oisifs dans des centres de rééducation. Les années 1970 et 1980 sont marquées par des purges et par une répression vigoureuse des « contre-révolutionnaires ».

1972 : **Entrée de Cuba dans le Comecon** qui se réunira à La Havane en 1977. **L'île s'assure ainsi des débouchés pour ses matières premières** et notamment son sucre. **Elle reçoit en échange de nombreux produits manufacturés et tout le pétrole dont elle a besoin.** Les années 1970 correspondent à la progressive intégration de l'île au sein du camp socialiste.

1972 : Visite de Castro en URSS où il signe de nouveaux accords économiques favorables à Cuba.

1973 : À la conférence des pays non alignés qui se tient à Alger, Castro annonce la rupture des relations de Cuba avec Israël.

1973 : Des élections municipales au suffrage universel ont lieu dans la province de Matanzas.

1974 : Le Soviétique **Leonid Brejnev**, l'Allemand de l'Est **Heinrich Honecker** et l'Algérien **Houari Boumediene** se rendent en visite officielle à Cuba qui rétablit des relations diplomatiques avec Panama et le Venezuela. En revanche, les rapports restent tendus avec la Chine. Des entretiens avec les États-Unis aboutissent à l'assouplissement du blocus économique.

Décembre 1974 : I^{er} Congrès du Parti communiste cubain et mise en place du I^{er} plan quinquennal.

1974-1975 : Durant cette période, plus de 40 % du commerce extérieur se fait avec des pays « capitalistes ». Ce chiffre tombera à 13 % en 1985. Cuba occupe le troisième rang mondial dans la production de nickel.

1975 : En constante augmentation, le nombre de visiteurs est alors de 35 000 et atteindra le chiffre de 80 000 en 1980. Cuba est désormais une destination touristique recherchée.

1975 : Fondation du SELA (Système économique latino-américain) avec 22 pays.

1975-1977 : **En 1975, la perspective de l'indépendance de l'Angola a déclenché une guerre fratricide** entre trois guérillas idéologiquement opposées, l'une soutenue par les États-Unis (FNLA), l'autre par l'URSS (MPLA) et la dernière par l'Afrique du Sud (Unita). En 1977, Castro décide d'y envoyer des troupes au nom de l'« internationalisme prolétarien ». Au cours de l'opération *Carlota*, plus de 15 000 soldats sont acheminés vers Luanda. Les troupes cubaines ne quitteront l'Angola qu'en 1988, au moment où l'Afrique du Sud renoncera à son mandat sur le Sud-Ouest africain allemand, devenu désormais la Namibie.

24 février 1976 : Proclamation officielle de la Constitution socialiste après sa ratification par un référendum populaire (par 97,7 % de oui contre 1 % de non...), suivie en novembre des élections législatives à l'Assemblée nationale. Plus du tiers des articles du texte constitutionnel sont textuellement empruntés à la Constitution soviétique. La sphère décisionnelle s'élargit, mais l'essentiel du pouvoir reste entre les mains de Fidel Castro, à la fois chef de l'État et du gouvernement et Premier secrétaire inamovible du Parti communiste, tandis que son frère en est le second.

La nouvelle loi fondamentale définit la République de Cuba comme « un État socialiste d'ouvriers et de paysans ». On parle de « pouvoir populaire » à Cuba en affirmant que le pouvoir vient d'en bas. Il n'en est rien puisque, à tous les niveaux de la hiérarchie, les candidats sont proposés par le Parti « *sur la base de leurs qualités et de leurs mérites* ».

La Constitution garantit des libertés, mais seulement dans une certaine mesure. En effet, « *l'éducation est assumée par l'État et doit promouvoir la formation communiste des jeunes générations* ». L'article 38 stipule que « *la création artistique est libre, aussi longtemps que son contenu n'est pas contraire aux principes de la révolution* », « *la liberté de parole et de presse est reconnue aux citoyens* », mais leur exercice est réservé à l'État. Enfin « *il est illégal et punissable d'opposer la foi et la croyance religieuse à la révolution* ».

1976 : Premier accord commercial quinquennal avec l'URSS.

1976 : Création du Comité des droits de l'homme qui critique le régime cubain et le mauvais traitement réservé aux dissidents, intellectuels ou non.

1977 : **Cuba envoie 5 000 hommes en Éthiopie** qui est alors engagée dans la guerre contre la Somalie. En tout, plus de 17 000 soldats cubains auraient participé à ce conflit, aux côtés des troupes du dictateur communiste **Mengistu Haïlé Mariam**.

1977-1981 : Les relations entre les États-Unis et Cuba se détendent durant la présidence de **Jimmy Carter**.

Juillet 1978 : Le Festival mondial de la jeunesse et des étudiants rassemble plus de 18 000 délégués de 45 pays. L'Assemblée nationale approuve le Code de l'enfance et de la jeunesse.

1978 : Le chef du gouvernement espagnol **Adolfo Suarez** se rend à Cuba.

1978-1979 : Plusieurs milliers de prisonniers sont libérés des geôles cubaines et le dialogue est rétabli avec l'Église catholique. La même année est promulguée une loi dite de « dangerosité » qui stipule que tout individu présentant « *un penchant naturel à commettre des délits* » peut être emprisonné.

Janvier 1979 : Célébration à La Havane du 20^e anniversaire de la Révolution. La capitale cubaine accueille en septembre le VI^e Sommet des pays non alignés. Castro devient alors président du Mouvement des pays non alignés et le reste jusqu'en 1983.

À partir de 1979 : **La Havane soutient militairement les guérillas et autres mouvements révolutionnaires au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala.** Les relations se tendent avec les États-Unis, qui accusent Cuba de vouloir déstabiliser l'Amérique centrale.

Avril 1980 : Fusillade entre un groupe de personnes demandant l'asile à l'ambassade du Pérou et le personnel de sécurité cubain. La protection est retirée au siège diplomatique et en l'espace de deux jours 10 000 personnes se réfugient dans l'ambassade. Des manifestations hostiles aux demandeurs d'asile sont organisées par les Comités de défense de la révolution aux cris de « *Que se vayan* », c'est-à-dire « qu'ils s'en aillent ».

Castro assouplit sa politique et accorde la liberté d'expatriation à ceux qui en font la demande, ce qui n'était pas le cas auparavant. Dans les cinq mois qui suivent, plus de 120 000 personnes quittent l'île à destination du Pérou et de Miami ; le nombre de chômeurs baisse considérablement et celui des dissidents est ainsi divisé par deux. Le départ de si nombreux Cubains et, parmi eux, de cadres freinera par la suite le développement de l'île.

1980-1985 : L'électricité est apportée à 300 000 logements, soit 85 % des habitations du pays.

1980 : Réforme salariale inspirée de la condamnation de l'égalitarisme prononcée au congrès syndical de 1973.

1981-1989 : Présidence de **Reagan** durant laquelle les deux pays durcissent leurs positions. Le blocus est renforcé et il est quasiment interdit de se rendre des États-Unis à Cuba.

1982 : Reagan autorise l'installation d'une station de radio en Floride, Radio Martí, équivalent caraïbe de Radio Free Europe, pour renforcer la guerre idéologique contre Cuba.

1984 : Accord sur l'émigration entre les États-Unis et Cuba : cette dernière accepte de rapatrier 3 000 délinquants arrivés aux États-Unis, tandis que les seconds s'engagent à fournir 20 000 visas par an à des Cubains ayant des proches sur le territoire américain. L'accord n'est pas respecté par les Américains qui ne délivrent jamais plus de 2 000 visas par an. Le 1^{er} janvier de cette année, Castro avait déclaré : « *Cuba ne peut pas plus exporter la révolution que les États-Unis ne peuvent l'empêcher.* »

1985 : **Avec l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, les relations entre Cuba et l'URSS se distendent.** Lors de la visite du président soviétique en 1989, Castro affirme que chaque pays peut « *appliquer ses propres méthodes pour construire le socialisme* ».

1985 : **À la suite du rétablissement des relations diplomatiques de Cuba avec le Brésil et l'Uruguay, l'isolement de Cuba en Amérique latine prend fin.**

Février 1986 : Lancement du « *processus de rectification des erreurs et des tendances négatives* » lors du III^e Congrès du Parti communiste. Les idées de Guevara reviennent au goût du jour, notamment sa condamnation du gaspillage. On tente alors de diminuer le coût du travail. Le secteur privé est réduit et les marchés agricoles libres, accusés de corruption et de gains illicites, sont interdits. Ce « *processus de rectification* » se solde par un échec. En même temps, Cuba s'ouvre sur l'extérieur en tentant d'attirer les capitaux étrangers et en développant le tourisme.

1986 : Selon un rapport d'Amnesty International, le nombre exact de prisonniers politiques à Cuba est inconnu.

Janvier 1987 : Adoption de mesures d'austérité destinées à limiter la consommation, notamment celle d'énergie.

1987 : Le Comecon absorbe près de 90 % du commerce extérieur cubain.

1987 et 1988 : Les États-Unis réclament à l'Onu une condamnation de Cuba pour violations des droits de l'homme, mais la motion n'est pas votée, notamment en raison du refus des pays latino-américains. En revanche, Cuba sera condamnée en 1990 grâce au soutien qu'apportent à la motion les pays d'Europe de l'Est qui viennent de se débarrasser de leurs régimes communistes. En réponse à la question de la journaliste Maria Schriver, Castro définit les droits de l'homme comme le droit à l'éducation, à l'alimentation, à la santé, à l'égalité des chances et à la non-discrimination.

1988 : Plus de 30 pays d'Afrique et du Moyen-Orient reçoivent des aides de Cuba qui leur envoient des médecins, enseignants et techniciens de toutes sortes.

1988 : Les pays latino-américains plaident pour l'entrée de Cuba au Conseil de sécurité de l'Onu, signe du rapprochement de l'île avec ses voisins américains. La même année, les troupes cubaines présentes en Angola se retirent.

Cuba privé du protecteur soviétique

La fin de l'URSS laisse Cuba dangereusement isolée face aux États-Unis qui, avec la loi Helms-Burton, renforcent l'embargo pesant sur l'île puisque toute firme étrangère souhaitant investir à Cuba se retrouve sous la menace de sanctions américaines. Les difficultés de la population s'accroissent mais Cuba renoue avec ses voisins proches et les succès remportés en Amérique du sud par des mouvements s'inspirant du castrisme - au Venezuela, en Bolivie ou en Equateur - semblent donner un second souffle à la "révolution cubaine" au moment où le régime s'éloigne de ses fondamentaux idéologiques marxistes pour se rapprocher de l'Eglise catholique, un rapprochement manifesté par la visite triomphale de Jean Paul II à La Havane. Le remplacement de Fidel Castro par son frère Raul n'aboutit pas à la libéralisation espérée du régime mais, en 2014, le président américain Obama inaugure avec La Havane un rapprochement qui met un terme à plus de soixante ans d'antagonisme farouche.

1989 : **George Bush** devient président des États-Unis. Les relations avec Cuba se dégradent en raison des tentatives d'isolement économique de l'île. L'historien cubain Francisco Lopez Segrera écrit ainsi : « *L'essence de la politique de l'administration Bush envers Cuba, à la suite de la désintégration de l'URSS, partait de la conviction que Cuba allait subir un échec semblable à celui des socialismes d'Europe.* » Mais Cuba et son *lider maximo* tiennent bon.

L'ouverture du **procès du général Arnaldo Ochoa** et de nombreux coïnculpés correspond à une crise politique d'une ampleur égale à celle de 1959. Très populaire, Le général Ochoa avait été promu « *héros de la révolution cubaine* » en 1984. Les inculpés, membres des Forces armées et du gouvernement, sont accusés de détournement de fonds, de contrebande, de trafic de devises et de drogue. Au cours du procès, la question de la culpabilité de l'État cubain se pose, mais les responsabilités ne sont pas clairement dégagées. Après avoir été déclarés coupables, le général Ochoa et trois officiers du ministère de l'Intérieur sont finalement fusillés.

Campagne contre les abus et privilèges des bureaucrates et des dirigeants du Parti et de l'État. Le mécontentement populaire reste latent.

L'effondrement de l'URSS engendre des déséquilibres et une crise économique majeure à Cuba, obligée de rechercher sa propre voie pour se maintenir dans un cadre socialiste. Exportant 79 % de sa production vers l'URSS, Cuba doit opérer des changements économiques radicaux en raison de la perte soudaine de ce marché. Le niveau de vie chute. Le 7 décembre, le *lider maximo* parle de « *la fin du camp socialiste* ». Cuba s'apprête alors à vivre une des périodes les plus difficiles de son histoire. L'endettement de l'île illustre parfaitement sa dépendance économique envers l'étranger : il s'élève à 11 millions de dollars envers l'URSS et à 5,5 millions de dollars envers l'Occident.

1^{er} octobre 1990 : Le peuple cubain s'engage dans la « période spéciale en temps de paix » qui doit aboutir à la reconstitution d'un réseau diplomatique et commercial et à l'autosuffisance économique. De 1989 à 1994, l'île est en proie à une crise économique profonde ; le PIB chute de 40 % et le manque de pétrole constitue un lourd handicap. La situation s'améliore cependant à partir de 1995.

D'un point de vue politique, il n'a jamais été question de perestroïka à Cuba. Castro jouit encore d'un grand prestige et le sentiment nationaliste joue en faveur du maintien du régime.

Au cours de la décennie 1990, les sectes protestantes se développent à Cuba.

1991 : Voyage de **Nelson Mandela** à La Havane.

Lors du IV^e Congrès du PCC, les statuts du Parti sont modifiés et allégés. On autorise notamment l'adhésion aux personnes ayant des croyances religieuses. En effet, jusqu'à cette date, les catholiques ne pouvaient ni s'inscrire au Parti ni même accéder à des postes à responsabilité. Cependant, jamais Castro et les siens ne remettent en cause le socialisme et, depuis le 1^{er} janvier 1989, le mot d'ordre est : « Le socialisme ou la mort. »

Juin 1992 : **Alors que Cuba souffre cruellement de la pénurie de pétrole, autrefois fourni par l'URSS, les États-Unis renforcent le blocus économique et financier** qu'ils imposent à l'île en adoptant le projet de loi Torricelli, du nom d'un démocrate du New Jersey. Les navires marchands américains et étrangers accostant dans les ports cubains se voient interdire de charger ou de décharger leur marchandise aux États-Unis pendant une période de six mois. Ces sanctions ne seront levées que dans la mesure où le régime manifesterait concrètement son intention de progresser vers plus de démocratie, conditions rejetées par le gouvernement castriste. Ces clauses deviennent rapidement un élément essentiel de la politique américaine vis-à-vis de Cuba et seront renforcées en 1996 par la loi Helms-Burton. **1992 est aussi l'année de la mise en place des apagones**, c'est-à-dire des interruptions de courant, qui peuvent durer jusqu'à 18 heures par jour.

12 juillet 1992 : **Modification de la Constitution cubaine. Le caractère socialiste de l'État est affirmé**, en revanche les références idéologiques au marxisme-léninisme disparaissent au profit des liens géopolitiques avec l'Amérique latine et les Caraïbes qu'il convient désormais de privilégier. **Les investissements étrangers sont autorisés et encouragés et la Constitution accorde le droit aux petits propriétaires de vendre leurs terres.**

1993 : Le gouvernement français accorde une aide de 6 millions de dollars à Cuba.

14 août 1993 : Le décret-loi n° 140 légalise la détention de dollars et de monnaies étrangères ; il devient donc possible de se procurer des produits dans des magasins jusque-là réservés aux diplomates et aux touristes. À partir de ce moment, des centaines de millions de dollars sont transférées annuellement par les Cubains de Miami.

Août 1994 : **En raison de la crise économique, plus de 35 000 Cubains fuient Cuba à bord**

d'embarcations de fortune, les balsas. On appelle ces réfugiés les *balseros*. Beaucoup sont refoulés par les États-Unis qui ne respectent pas les accords signés avec Cuba. À la mi-août, **Clinton** annonce que les États-Unis n'accorderont plus l'asile aux *balseros* qui sont dès lors regroupés dans des camps de réfugiés à Panama et à Guantánamo.

Il existe deux raisons au mécontentement des Cubains : d'une part, l'augmentation du coût de la vie, d'autre part, les émissions des chaînes américaines qui, suivies sur l'île, dénoncent les abus du pouvoir castriste. Le gouvernement cubain tente d'apaiser la crise en légalisant les marchés libres paysans.

Dans les années 1994-1995, il faut compter avec le coût social de la réforme économique entreprise au début des années 1990. En effet, les réformes, l'essor du tourisme et des investissements étrangers ont mis en cause l'un des principes fondateurs de la société cubaine : l'égalitarisme. Rares sont ceux qui ont accès aux dollars et beaucoup, y compris des médecins et des enseignants, cherchent à changer de travail. La société cubaine se transforme rapidement, notamment au contact des touristes occidentaux. La discrimination sociale et raciale, jusque-là absente, apparaît. Les dérives sont nombreuses par rapport aux idées révolutionnaires prônées en 1959. Cependant, les Cubains ne font pas le rapprochement entre la crise et la nature du régime, et beaucoup restent attachés à Castro.

1995 : En voyage à Paris où il est reçu avec tous les égards par le **président Mitterrand**, Castro encourage les investissements français. La loi du 5 septembre 1995 légalise la création d'entreprises opérant avec des capitaux à 100 % étrangers, autorise la formation de zones franches et permet l'investissement des Cubains exilés par le biais d'une entité étrangère. Cette loi contraire aux principes socialistes a donné lieu à des divergences au sein de l'Assemblée pour la première fois depuis 1959. De grandes réformes économiques sont en cours mais les structures politiques demeurent figées. La situation est fort semblable à celle de la Chine qui s'ouvre au capitalisme et au commerce international tout en conservant un régime dictatorial.

Les réformes ont toutefois libéré des forces que le régime n'est plus en mesure de contrôler : parce qu'il a peur de l'Église, il autorise les catholiques à s'exprimer. L'Église édite de nombreuses publications souvent fort critiques à l'égard du régime, comme la revue *Vitral*. La commission épiscopale Justice et Paix a engagé une réflexion sur « *les problèmes économiques, sociaux et politiques de la société* ».

Les comités de défense de la révolution n'assurent plus leurs fonctions de surveillance faute de combattants et la Fédération des femmes cubaines est en crise. Une grande partie de la jeunesse est pour sa part dépolitisée. Cuba vit de grandes mutations.

Selon Amnesty International, l'île compte 500 prisonniers politiques. Dans un contexte économique et politique difficile, le régime cherche à préserver le système du parti unique et la répression s'exerce régulièrement contre les opposants.

Avril 1996 : Création de zones franches. Le Canada représente un investisseur de première importance. Cuba reçoit un million de touristes.

1996 : Nomination d'un consul du Paraguay à La Havane, Cuba entretenant désormais des relations avec tous ses voisins latino-américains.

1997 : Grâce au rétablissement des relations diplomatiques avec la République dominicaine, le régime castriste a renoué des liens officiels avec tous les États des Caraïbes. En revanche, les relations avec les États-Unis se tendent sous la présidence de Clinton : la loi du 12 mars 1996, dite loi Helms-Burton, étend la portée extraterritoriale de l'embargo en menaçant les pays ou personnes de pays tiers qui investiraient à Cuba. Cette loi refuse les visas d'entrée aux dirigeants et actionnaires des compagnies étrangères qui investissent à Cuba, prévoit des sanctions contre ceux qui achètent des produits cubains et autorise les citoyens américains dont les biens ont été nationalisés à faire appel aux tribunaux américains pour exproprier ceux qui en sont devenus

propriétaires.

1996 : Réforme fiscale décisive avec l'introduction d'un impôt différent selon le revenu et l'activité de chaque citoyen cubain.

Le régime cubain renforce la répression des dissidents de l'intérieur, ce qui lui vaut une condamnation de l'Onu pour violation des droits de l'homme. De nombreux opposants sont ainsi emprisonnés, alors que de 1980 à 1994 Castro avait favorisé l'émigration du plus grand nombre de dissidents, pour réduire les risques d'opposition au régime. Le contrôle social est rigoureux et la société civile est réduite au silence. L'existence de 436 000 candidats à l'émigration révèle l'ampleur de la crise sociale.

Novembre 1996 : Castro rencontre au Vatican le **pape Jean-Paul II**.

1997 : Depuis la dissolution de l'URSS, les opposants osent davantage faire entendre leur voix. En 1997, un groupe d'économistes publie un document qui critique la politique économique du régime castriste et porte le titre de *La Patria es de Todos*, c'est-à-dire *La patrie pour tous*. L'un des rédacteurs étant le fils d'un des fondateurs du PCC, on ne peut pas parler de groupe contre-révolutionnaire, mais les quatre dissidents concernés – Roca, Carcasses, Gómez et Roque – sont condamnés à plusieurs années de prison et le premier ne retrouvera la liberté qu'en 2002.

Après deux années d'accalmie, la crise économique reprend de plus belle. La dette extérieure atteint 10 milliards de dollars et le chômage touche plus de 300 000 personnes.

Autorisation de l'installation à La Havane d'un bureau permanent de la chaîne américaine CNN.

17 octobre 1997 : La dépouille du Che est retrouvée et transférée à Cuba où sont organisées des obsèques nationales.

Octobre 1997 : V^e Congrès du PCC. À cette occasion, Raul Castro est confirmé dans ses fonctions de second secrétaire du Parti et de dauphin de son frère Fidel. Castro réaffirme sa volonté de diriger à la fois le Parti, l'État et le gouvernement.

21-25 janvier 1998 : **Visite du pape Jean-Paul II à Cuba. Pour la première fois, un pape foule le sol cubain.** Il prône la participation de tous au bien commun par le biais des libertés d'expression et d'association. Alors que les Américains pensaient que le pape, fervent opposant au communisme, contribuerait au renversement de Castro en dénonçant ses crimes et en soulevant la population cubaine contre lui, celui-ci en appelle à la fin de l'embargo lors de la cérémonie de clôture. Sa voix est entendue à travers le monde et notamment aux États-Unis. Washington affirme que Cuba a cessé d'être une menace pour les États-Unis. En mars, le gouvernement américain assouplit l'embargo, les vols directs entre Cuba et les États-Unis ainsi que les vols humanitaires sont autorisés. Les relations entre Cuba et l'Espagne s'améliorent. Cependant, la même année, l'Union européenne admet la loi Helms-Burton.

Juillet 1998 : Le président Clinton suspend pour six mois l'application des sanctions contre Cuba prévues par la loi Helms-Burton.

1998 : **Le ministère cubain de la Justice s'oppose à l'arrestation, à Londres, de l'ancien président chilien Pinochet.**

Un mouvement d'inspiration catholique naît sous le nom de Projet Varela, dans le but d'obtenir une réforme électorale et des élections. Une pétition en ce sens signée par 11 000 personnes est apportée en 2002 à l'Assemblée nationale, mais Castro n'en tient aucun compte.

1999 : L'opinion américaine, favorable à la levée de l'embargo, est suivie par les républicains qui réclament la formation d'une commission parlementaire qui mettrait en cause la politique américaine à l'égard de Cuba.

La situation économique se redresse et la production de sucre augmente légèrement. En juin, le président de l'Assemblée nationale cubaine, **Ricardo Alarcon**, transmet aux autorités américaines une plainte qui dresse le bilan de l'embargo et des actions militaires qui l'ont accompagné : Une indemnité de 181 milliards de dollars est réclamée aux Etats-Unis. Si l'on ne peut chiffrer le manque à gagner pour Cuba, il paraît néanmoins évident que trois éléments ont pesé de tout leur poids dans la vie économique de l'île : l'embargo dès 1960, l'implosion de l'URSS et enfin la loi Helms-Burton.

Mars 2000 : Le Comité des relations extérieures du Sénat américain autorise la vente d'aliments et de médicaments à Cuba.

2001 : Au Venezuela, l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez, héritier spirituel de Castro, donne un nouveau souffle à la révolution cubaine. En échange de 100 000 barils de pétrole vénézuélien par jour, Cuba fournit 20 000 médecins, infirmiers et entraîneurs sportifs dont l'activité garantit la popularité de Chavez dans les quartiers défavorisés. Les liens entre Cuba et le Venezuela ne cessent de se renforcer.

Mai 2001 : En voyage à Téhéran, Castro annonce la chute prochaine de l'ennemi impérialiste.

23 juin 2001 : Castro s'évanouit à la suite d'un long discours prononcé au soleil. C'est le premier ennui de santé du *lider maximo*.

Septembre 2001 : Lors d'une conférence des Nations unies en Afrique du Sud, Castro soutient l'idée d'un dédommagement financier pour les populations ayant souffert de l'esclavage.

Décembre 2001 : Trois mois seulement après les attentats du 11 septembre 2001 et de la déclaration de guerre du président Bush au terrorisme international et à « l'Axe du mal », les États-Unis accusent La Havane de posséder « un programme de développement d'armes chimiques et biologiques ». La rupture est dès lors consommée entre les deux pays, d'autant que la loi Helms-Burton est toujours en vigueur.

Février 2003 : Castro prend le thé à Hanoi avec le **général Giap**, vainqueur des Français à Diên Biên Phu et des Américains en 1975.

2003 : Alors que les États-Unis envahissent l'Irak, les dirigeants cubains croient eux aussi à l'imminence d'une invasion américaine sur leur sol. En effet, l'ambassadeur américain en République dominicaine a déclaré que la guerre en Irak est le début d'une « *croisade libératrice pour que tous les pays du monde, y compris Cuba, mettent en pratique un système démocratique* ». Le chef de la Section d'intérêts des États-Unis à La Havane, **James Cason** ne cesse d'encourager la résistance au pouvoir castriste et ravive, s'il en était besoin, la guerre politique entre Washington et La Havane.

3-7 avril 2003 : Grâce à des agents de renseignements infiltrés par le pouvoir castriste, 75 membres de l'opposition, dont Roca et des signataires de la pétition remise en 2002, sont arrêtés. Accusés de collaboration avec un pouvoir ennemi, c'est-à-dire les États-Unis, ils sont condamnés à de très lourdes peines de prison (jusqu'à 28 ans) à l'issue de procès expéditifs « pour avoir violé la loi de protection de l'indépendance nationale et de l'économie de Cuba ». La Havane est condamnée par la Commission interaméricaine des droits de l'homme le 16 avril et le lendemain par la Commission des droits de l'homme des Nations unies.

Avril 2003 : Un ferry voyageant de La Havane à Miami est pris en otage mais les gardes cubaines le rattrapent. Les trois commanditaires sont arrêtés, jugés, condamnés à mort et exécutés le 11 avril en dépit des protestations des gouvernements étrangers.

Ce mois d'avril 2003 témoigne d'un durcissement politique à Cuba auquel les États-Unis ne sont pas étrangers.

20 octobre 2004 : Castro se brise un genou en ratant une marche après avoir prononcé un discours à Santa Clara.

8 novembre 2004 : Castro met le dollar hors de circulation.

2005 : L'économie cubaine fait un bond de plus de 11 %, notamment grâce aux revenus du tourisme et aux exportations de nickel.

Mai 2005 : **Hugo Chavez**, président du Venezuela, proclame à La Havane, en présence de Fidel Castro, le caractère socialiste et bolivarien de la révolution dans son pays et prône l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) à laquelle Cuba est étroitement attachée. L'ALBA se doit d'être une alternative à la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA) souhaitée par les États-Unis.

2006 : **Castro assiste au sommet du Mercosur** en Argentine et se rend en pèlerinage au lieu de naissance d'Ernesto Guevara.

29 avril 2006 : Accord Venezuela-Cuba-Bolivie signé à La Havane entre les présidents Chavez, Castro et **Morales** dans le cadre du Traité commercial des peuples et de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques. Ce traité a pour but de contrer les accords de libre-échange signés par la Colombie et le Pérou avec les États-Unis et de former un bloc d'inspiration socialiste capable de résister à l'impérialisme américain.

12 juin 2006 : L'Union européenne réaffirme sa position officielle à l'égard de Cuba. Elle se fonde sur un « engagement constructif » et un « dialogue critique » qui devrait porter sur la question des droits de l'homme. La Havane devra apporter des « améliorations concrètes en la matière », notamment en ce qui concerne le libre accès à l'information, la liberté d'expression, d'association et de réunion et la garantie de procès en bonne et due forme. L'Union a également exprimé sa volonté d'intensifier ses relations avec l'opposition pacifique et la société civile. Son attitude est donc marquée par une évidente ambivalence entre ménagement du pouvoir castriste et condamnation des violations des droits de l'homme.

31 juillet 2006 : Le secrétaire particulier de Castro, **Carlos Valenciaga** annonce que **le *lider maximo* délègue provisoirement ses pouvoirs à son frère Raul** en raison d'un accident de santé à la suite duquel il a subi « *une opération chirurgicale compliquée* ». Raul Castro devient ainsi premier secrétaire du Parti communiste, président du Conseil d'État et commandant en chef de l'armée, outre la fonction de ministre de la Défense qu'il assure depuis 1959.

Le même jour, des centaines de réfugiés cubains hostiles au régime défilent à Miami aux cris de « *longue vie à Cuba libre* ». Tous espèrent la mort du dictateur.

1^{er} août 2006 : La santé de Castro est déclarée secret d'État.

3 août 2006 : **Le président américain George W. Bush appelle « le peuple cubain à travailler au changement démocratique sur l'île »**. De fait, les contrôles policiers ont été renforcés pour imposer le silence aux dissidents et empêcher toute manifestation d'opposition. Selon les opposants, des consignes de vigilance ont été données par les autorités à des groupes chargés de surveiller leur voisinage et de dénoncer toute personne qui critiquerait Fidel Castro.

13 août 2006 : Les quatre-vingts ans de Castro, hospitalisé, donnent lieu à de nombreuses manifestations orchestrées par le pouvoir de soutien au *lider maximo*. Les premières photos le représentant sont publiées dans les journaux pour mettre fin à la rumeur de sa mort.

14 août 2006 : Hugo Chavez est présent au chevet de Castro, son maître spirituel et idéologique, au lendemain de son anniversaire.

17 août 2006 : Raul Castro révèle l'ampleur de la mobilisation militaire du pays contre une

éventuelle agression américaine ; des « dizaines de milliers » de miliciens et de réservistes restent en alerte.

23 août : Washington accepte de lever l'embargo si Cuba entame une transition démocratique.

11-16 septembre 2006 : Sommet des pays non alignés à La Havane auquel participent plus de 60 chefs d'État.

Bien que Fidel Castro ait toujours affirmé que « ce sont les masses qui font l'Histoire », il a joui d'un pouvoir absolu qui a résisté depuis plus de quarante-sept ans à toutes les épreuves et qui lui a permis d'amasser une fortune personnelle considérable. Il est difficile d'établir le bilan de la « révolution » sans tomber dans les manichéismes qui prévalent quand il est question de Cuba. La gauche tiers-mondiste met en avant la résistance à « l'impérialisme américain » et les progrès réels obtenus en matière d'éducation ou de santé publique. Les adversaires de Castro dénoncent un régime liberticide inspiré du modèle marxiste-léniniste de la défunte URSS. L'échec du « socialisme » ne peut être attribué aux seules mesures d'embargo américaines et c'est grâce à une économie parallèle, qui doit beaucoup au succès touristique que remporte l'île, que la population survit vaille que vaille. En jouant sur le réflexe nationaliste d'hostilité aux gringos nord-américains, le régime castriste conserve toutefois la possibilité de durer au-delà de la disparition sans doute prochaine du lider maximo. Cela est d'autant plus possible que la « révolution bolivarienne » mise en œuvre au Venezuela par un Hugo Chavez – en qui certains voient un héritier de Castro – vient incontestablement le renforcer.

Annoncé le 17 décembre 2014, simultanément à la Havane et à Washington, le rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis a fait naître dans l'île d'immenses espoirs. L'année 2015 a pourtant été lourde de déceptions. Les résultats économiques espérés n'ont pas été au rendez-vous et l'évolution politique s'est réduite à rien. La perspective de voir aboli le Cuban Adjustment Act qui garantissait l'accueil aux États-Unis des Cubains dès qu'ils avaient posé le pied sur le territoire a, au contraire, encouragé de très nombreux émigrants peu convaincus par les perspectives d'amélioration annoncées. Le lider maximo, qui a passé la main à son frère en 2006 est désormais âgé de 89 ans et Raul Castro en compte pour sa part 84. Une telle situation n'incite guère à l'optimisme, même si le successeur du fondateur du Cuba socialiste a prévu de passer la main à un « civil » en 2018. La répression des opposants ne s'est pas relâchée et le seul indice positif réside aujourd'hui dans le développement du tourisme (3 millions de visiteurs annuels), freiné toutefois par l'insuffisance d'équipements adaptés à la demande et par la nécessité d'importer à peu près toutes les denrées nécessaires. Il est clair que les Cubains devront continuer à s'armer de patience dans l'attente de réformes d'envergure susceptibles de favoriser un décollage de l'économie insulaire.

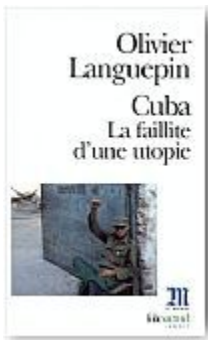
Bibliographie



Coucher de soleil sur La Havane. La Cuba de Castro. 1959-2007
1959-2007

Pierre Rigoulot

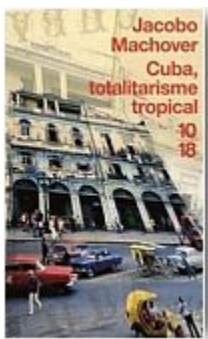
Flammarion, Paris, 2007



Cuba, la faillite d'une utopie

Olivier Languepin

Gallimard, Paris, 1999



Cuba, totalitarisme tropical

Jacobo Machover

10/18, Paris, 2006

Copyright Clio 2017 - Tous droits réservés